

http://www.mcc asso.fr 5€ - ISSN 0223 5617



mouvement chrétien des cadres et dirigeants

La Lettre internationale du MCC dans Responsables

Qui sommes-nous?

## Spécial congrès n°2

## Demain serons-nous solitaires ou solidaires?

• Des perspectives pour espérer dans la mondialisation • Le travail est fait pour l'homme • La santé pour tous ? • Du bon usage de la financiarisation • La politique est la responsabilité de chacun

## Responsables

## Le journal du Mouvement chrétien des cadres et dirigeants

Il fait le lien entre les sept mille membres du MCC, des jeunes professionnels aux cadres chrétiens en retraite active. Il présente les nouvelles orientations dans la vie du mouvement. Il informe sur les grandes priorités du MCC, avant tout, celles qui placent l'homme au cœur de l'entreprise et de la société. Il est un soutien pour la foi et la réflexion. Il propose des thèmes et des schémas pour des réunions d'équipe. Il est une aide dans la recherche de cohérence, entre le sens que nous voulons donner à notre vie et le monde qui nous entoure. Il participe au débat sur les problématiques actuelles de notre société et sa rapide évolution.



À travers des dossiers, des réflexions, des rencontres, des témoignages, des pages de vie spirituelle...

## La Lettre internationale du MCC se renouvelle

Nous vous l'annoncions dans nos pages, nous avons le plaisir de publier pour la première fois dans Responsables « La Lettre internationale du MCC ». Elle coïncide avec le chiffre symbolique, le n° 100. A la suite du travail mené par Henry Klipfel pendant dix ans, une équipe de quatre jeunes issus du réseau des délégués du MCC auprès du CCFD a pris la relève dans l'esprit d'un congrès marqué par la solidarité. Rendez-vous en p. 46 pour en savoir plus. La Lettre internationale du MCC est aussi disponible en ligne, sur le site du MCC. Pour écrire à l'équipe de la l'ettre internationale : lettre.internationale@mcc.asso.fr

### Quoi de neuf sur le site?

À chaque nouvelle parution, retrouvez l'éditorial et le sommaire détaillé de Responsables. Désormais les propositions pour des réunions d'équipe seront également en ligne, dans le but de servir au mieux la vie en équipe. Les tables des années 2005 et 2006 sont désormais accessibles sur le site pour ceux qui recherchent un article déjà publié ou souhaitent puiser dans les thèmes de réflexion.

Abonnez-vous. Réabonnez-vous. Faites découvrir votre journal à de nouveau lecteurs et lectrices. Nous vous remercions de contribuer ainsi au rayonnement du MCC. Bon d'abonnement en p. 51.

### Pour commander ce numéro ou un ancien numéro de Responsables

N° 355 Agir pour un monde plus humain. N° 356 Réussir sa vie (spécial Jeunes professionnels). N° 357 Le goût du risque (spécial université d'été du MCC). N° 358 L'entreprise, un lieu où pardonner? N° 359 Crise du politique, comment réagir? N° 360 Travail et handicap, un choix de société. N° 361 Un dialogue social à réinventer. N° 362 Comment répondre à l'individualisme ? N° 363 Des chrétiens en quête de cohérence. N° 364 La performance jusqu'où? N° 365 Quel sens a mon travail? N° 366 Dans quel monde voulons-nous vivre? (spécial université d'été du MCC). N° 367 Que faire pour la terre ? N° 368 L'urgence de créer du lien social. N° 369 Investir dans le développement. N° 370 Le monde s'ouvre, et nous ? N° 371 Vivre ses responsabilités. N° 372 Management et foi chrétienne font-ils bon ménage ? (université d'été du MCC). N° 373 Spécial congrès 1. N° 374 Spécial congrès 2.

Écrivez sur papier libre les numéros et la quantité que vous souhaitez commander, ainsi que vos coordonnées postales. Joignez un chèque à l'ordre de l'USIC correspondant au montant des numéros commandés (5 € par numéro). Envoyez le tout à Responsables commandes - MCC - 18 rue de Varenne - 75007 Paris.

Retrouvez le sommaire détaillé, l'éditorial de chaque numéro et des propositions pour des réunions d'équipes sur : http://www.mcc.asso.fr



Agnès de Préville, rédactrice en chef

## Quoi de neuf?

Quoi de neuf en 2007 ? Le monde n'est-il pas vieux ? Et si de ce vieux monde qui gémit encore dans les douleurs de l'enfantement venait la nouveauté? Le monde est neuf chaque jour puisque c'est nous qui le créons. Il nous appartient de vivre cette nouveauté dans l'esprit du congrès du MCC et des perspectives d'espérance qu'il a dégagées. Pour nous y aider, après un premier numéro spécial paru fin 2006, voici la deuxième livraison des textes essentiels issus du congrès de Marseille des 13 et 14 mai dernier. Ce matériau réflexif, ces propositions pour des réunions d'équipe vous sont livrés pour être travaillés en région, en secteur, en équipe, en particulier dans la perspective des échéances électorales de 2007. L'équipe nationale de janvier 2007 en a également fait un axe de ses réflexions. Ce travail de fructification est réellement important. Il y a eu le temps de la semence des idées, de la germination,

de la maturation et de la dégustation au moment du congrès, puis de la récolte des textes après le congrès. Espérons que comme le bon vin, le congrès du MCC 2006 aura été un bon cru et que nous soyons les plus nombreux possible à en goûter la qualité. À nous de la partager¹. C'est bien le moins pour un congrès qui a fait de la rencontre de l'autre, l'une de ses orientations majeures. Ce numéro bénéficie comme le précédent d'un tirage élargi. Il a également été envoyé à

Le paradis c'est aujourd'hui, dans les rencontres inattendues

un choix de médias et de mouvements et services d'Église, afin de diffuser plus largement les travaux du MCC. Ainsi des fécondités nouvelles se dessinent. À travers l'analyse de l'enquête sur les membres du MCC, lancée le jour du congrès, ce numéro nous dit aussi quelque chose de nous-mêmes.

Quoi de neuf en 2007 à Responsables ?: la nouvelle Lettre internationale du MCC qui fait la part belle à la solidarité; une nouvelle rubrique « questions d'équipe », pour mieux servir notre vie en équipe... Du neuf pour la nouvelle année, c'est ce que le comité de rédaction vous souhaite. L'an nouveau est un peu comme un nouveau-né devant lequel on s'émerveille, car il est promesse d'un avenir qui nous réconcilie avec le monde, quel que soit son âge. On va tous vers le mieux, disait ma grand-mère, faisant référence à son grand âge qui la rapprochait d'un paradis qu'elle attendait comme une rencontre. Le paradis c'est aujourd'hui dans les rencontres forcément inattendues. Rencontres d'un congrès, rencontres à venir. Tout est toujours ouvert, comme un nouveau numéro de Responsables. Comme l'avenir, comme la vie.

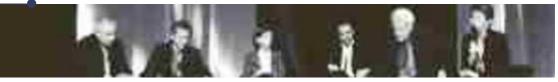
(1) Merci à tous ceux qui ont commandé davantage de numéros spéciaux et commencé à les diffuser.







_		
E	ditorial Quoi de neuf ? Agnès de Préville	3
	Spécial congrès	
	Des perspectives pour espérer	5
	Assemblé plénière 2	
	Table ronde entre Pairlola Lormeau, El Hassan Bouod, Jean-Marc Avellne, Jérôme Vignon et Etlenne Pinte, animée par Dominique Quinio.	
3	Extraits des débats par <i>Françoi</i> se <i>Brunelle</i> et <i>Agnès de Préville</i> .	
	Exitatis des debats par riaritoris de l'agrico de l'Italia.	
	La mission du MCC, le souci du bien commun : conclusion du congrès par Christian Sauret	10
4	to mission du Mere, le souci du Meri communi. conclusion du congres par communi suure.	10
	Assemblée partielle 2 : Le travail est fait pour l'homme, et non l'inverse !	12
	Préparation : MCC Lyon. Responsable : Maddie Flichy. Table ronde entre Louis Dugas, François Fayol, Laurent Chevallier, Françoise Nauts et Bruno-Mai	
	Dulté, animée par Philippe Merlant. Texte principal : Louis Dugas	
	• Promouvoir les valeurs humaines dans l'entreprise, Françoise Nauts et Laurent Chevallier	13
ŀ	• Être solidaire est notre responsabilité, François Fayol	14
	• Le travail, une espérance à offrir, Bruno-Marie Duffé	15
	• Vie d'équipe : Humaniser nos lieux de responsabilité, Christian Mazars	17
	Vie d'equipe : Humaniser nos neux de responsabilite, ompilian mazara	- 17
	Assemblée partielle 3 : La santé pour tous : définir des objectifs ?	18
	Préparation : MCC Picardie. Responsable : Colette Rattoux, table ronde entre Jean-François de Lavison et Jean-François Mattéi, animée par	10
	Dominique Brilloud. Analyse des débats par Dominique Brilloud.	
		21
	• Vie d'équipe : Santé et solidarité par Danièle Michel	
	A secure la face montiella. O a la malifiar se con la managamentilità de chare un	22
	Assemblée partielle 8 : La politique est la responsabilité de chacun	22
	Responsable : Christian Mellon, table ronde entre Pierre Bréchon, Yvan Lachaud, Alexandre Lupin et Anne Haugmard,	
	animée par <i>Plerre Martinot-Lagarde</i> . Analyse des débats par <i>Sabine Sauret</i> . Texte principal : <i>Plerre Bréchon</i> .	
	Des principes pour guider mon action politique, Wan Lachaud	23
	• Jeunes et engagés en politique Alexandre Lupin et Anne Haugmard	24
	• Vie d'équipe : Faire entendre nos convictions par Christian Mazars	25
	Assemblés martielle 1 : Ovelle éthique pour la finance 2	0.4
	Assemblée partielle 1 : Quelle éthique pour la finance ?	26
	Responsable : Christophe Prouvost, table ronde entre Etienne Perrot et Antoine de Salins, animée par Christophe Prouvost. Extraits des débat	s par
	Marie-Solange van Robais. Texte principal : Effenne Perrot.	00
	• La finance a-t-elle pris le pouvoir ? Antoine de Salins	29
	Vie d'équipe : Gestion de nos biens et relations aux autres par Christian Mazars	30
	• La solidarité, une réponse chrétienne à la mondialisation, célébration finale du congrès, par le cardina/ Bernard Panafjeu	31
	Méditation : Une parole qui entre en dialogue avec la trame de nos existences, par Christian Mazars	34
	Vie du mouvement	
	Qui sommes-nous ? Résultats d'une enquête du MCC, Emmanuelle Flament	35
	Accompagnement : Le rôle des accompagnateurs spirituels au MCC, Christian Mazars	41
	Rencontre : Un accompagnateur laïc témoigne, interview de Xavier Duclaux par Françoise Brunelle	42
	Question d'équipe : Quels sont les rythmes et les saisons d'une équipe MCC ? Erwan Chauty	44
	Lettre internationale du MCC n°100	46
	sommaire détaillé	40
	<b>Prière</b> : Le Royaume n'est ni demain, ni ailleurs, ni dans un autre monde, <i>Jean Moussé</i>	52



## Des perspectives pour espérer

#### Patricia Lormeau

Économiste, chargée d'affaires en financement structuré (groupe BNP Paribas)

#### El Hassan Bouod

Pdg du groupe BHM et président de la zone franche de Marseille; membre du conseil économique et social de la région PACA; vice-président de l'école de la deuxième chance à Marseille

#### Jean-Marc Aveline

Prêtre, directeur de l'Institut catholique de la Méditerranée. Il enseigne la théologie des religions à l'Université catholique de Lyon et a fondé à Marseille l'Institut de sciences et théologie des religions

### Jérôme Vignon

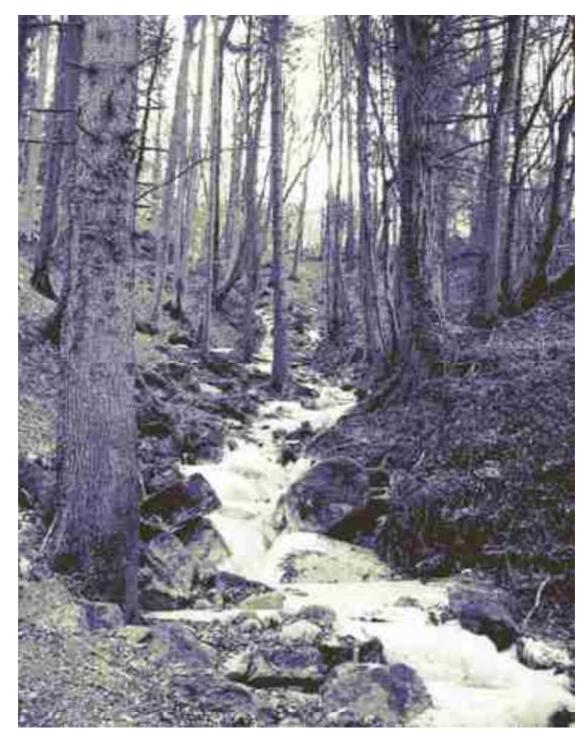
Directeur pour la protection sociale et pour l'intégration à la commission chargée des affaires sociales de la Commission européenne.

Président des Assises chrétiennes de la mondialisation. Ancien collaborateur de Jacques Delors à la tête de la Cellule prospective à Bruxelles. Ancien responsable national du MCC

### Étienne Pinte

Député-maire de Versailles

 (1) À partir des enregistrements du congrès. Réunis pour une deuxième et dernière assemblée plénière, le dimanche 14 mai 2006, les congressistes ont cherché à faire émerger ce qui est porteur de vie dans un contexte souvent présenté comme négatif. Animée par Dominique Quinio, directrice de *La Croix*, la table ronde a réuni cinq intervenants. Chacun dans son domaine d'activités a donné ses raisons d'espérer, à travers de nombreux exemples. Débats présentés par Françoise Brunelle et Agnès de Préville<sup>1</sup>.



Si l'on a espéré en venant en France, ce n'est pas pour crier, mais pour apprendre et créer



Marseille, le port

## Les raisons d'espérer dans la mondialisation

Ayant vécu en Espagne, se préparant à partir pour le Japon, Patricia Lormeau, loin de nous présenter notre monde comme un épouvantail, a cherché à tirer le positif de la mondialisation.

« Espérer chez les chrétiens est une question de responsabilité: il y a encore quelque chose à faire. Dans une économie mondialisée, de nombreuses raisons me font espérer. La mondialisation et ses effets sur la diminution de la pauvreté dans le monde ; le décloisonnement des marchés financiers et des marchés; les pôles de compétitivité créés dans ce nouvel environnement en Europe et en France ; l'ouverture de la France sur le monde ; les prémices d'une croissance durable.

Nous véhiculons de fausses idées sur la mondialisation dont il faut savoir reconnaître les bienfaits, tout comme en dénoncer les effets pervers. En quarante ans de mondialisation, l'espérance de vie a augmenté de vingt ans, l'illettrisme a baissé et le revenu moyen a fortement progressé. Dans certains pays comme en Chine ou en Corée, la production a doublé en dix ans seulement ; au Brésil et en Turquie, en vingt ans, même si les écarts restent forts au sein du même pays. Je cite pour mémoire la croissance du Royaume uni qui avait mis soixante ans pour doubler. Malheureusement, l'Afrique est à l'écart de ces bénéfices en termes d'espérance de vie comme de développement.

L'accès aux capitaux s'ouvre aux nouvelles économies dans le monde, c'est la base des progrès futurs même s'ils sont encore concentrés sur un petit nombre de pays. La transparence financière qu'on peut assimiler à la confiance s'améliore dans le monde, avec comme bémol la volatilité des capitaux qui conduit souvent à privilégier le court terme.

En Europe, des secteurs entiers sont en perte de vitesse, mais d'autres sont en expansion et générateurs d'emplois. À tous les niveaux, il faut repenser la façon de travailler et cela peut être positif pour l'évolution de chacun. L'Europe est une source d'espérance, avec la collaboration accrue des entreprises et des universités et la formation de pôles. Une entreprise marseillaise est pour moi la traduction de cette réalité de la mondialisation. En trente ans, elle a monté le troisième réseau de transport par mer, à partir d'une ligne en Méditerranée et d'un bateau. Elle est présente maintenant en Chine et partout dans le monde. Il y a des paris à faire.

La croissance du taux d'expatriation des Français à l'étranger est le signe que nous en avons fini avec le syndrome du village gaulois. Ces expatriés apportent un rayonnement français et s'enrichissent eux-mêmes. C'est prometteur.»

## L'insertion par l'économie

El Hassan Bouod, entrepreneur d'origine marocaine, a délivré plusieurs messages : à notre encontre, en direction des autorités et de sa communauté également. Il nous a apporté sa conviction que l'insertion par l'économie est possible, qu'elle est une solution plus qu'un traitement social des difficultés dans certains quartiers.

« Mon itinéraire peut peut-être aider certains jeunes à se repérer. Je suis bien placé pour connaître les problèmes des cités. Arrêtons de parler d'une France dépressive. Cette belle France nous a donné beaucoup de choses, à moi qui ai espéré de l'autre côté de la Méditerranée. Je suis arrivé sans papier du Maroc à dix-neuf ans. J'ai été aidé par la solidarité de certains pour obtenir des papiers, créer un commerce avec mon frère. Un an et demi plus tard, on m'a demandé de quitter le territoire - car mes papiers présentaient des anomalies -, j'ai subi un contrôle fiscal, j'ai exhibé le chèque donné aux impôts pour montrer notre contribution modeste, mais réelle. Cela ne m'a pas découragé. J'ai été voir d'autres instances comme le Centre des jeunes dirigeants pour apprendre d'autres valeurs et je me suis fait des amis. J'y ai pris goût à l'engagement.

Malgré la jalousie de certains dans mon milieu communautaire, j'ai continué à militer. Si on a espéré en venant ici, ce n'est pas pour crier, mais pour apprendre et créer. Je suis d'une famille très modeste, j'ai quitté l'école à seize ans, mais j'ai capitalisé les repères de mon éducation familiale. L'année où on a construit une usine pour embaucher une soixantaine de

personnes, j'ai reçu le refus de ma naturalisation. J'ai retroussé mes manches et je n'allais pas m'arrêter.

Quand je regarde le journal de 20h, que ce soit à propos des événements des cités ou du CPE, il y a de quoi déprimer; je me dis que ce n'est qu'un détail dans notre quotidien, qu'il me faut réfléchir autrement au problème. Je ne vois pas encore de reportage qui me donne un peu plus d'espoir. Ce qui est décourageant. Alors, je continue à espérer ou à rechercher des amis pleins d'espoir. Je n'ai pas de recette claire.

Chaque fois, je cherche à positiver. Ainsi, le 21 juin 2001, j'étais invité à témoigner ici même au Parc Chanot devant six cents entrepreneurs sur la zone franche de Marseille. Le matin, je subissais une descente de police avec quarante-cinq inspecteurs venus fouiller mes bureaux, à cause de courriers anonymes. J'ai dit au directeur des impôts: « le téléphone arabe, moi, je l'ai laissé de l'autre côté, je suis venu dans un pays civilisé. Combien ça a coûté aux services publics les filatures, les six mois où j'ai été sur écoute et qu'est-ce que vous avez récolté? Je n'ai rien à craindre ». Le soir même, j'ai témoigné sur la zone franche et le rôle positif de l'insertion par l'économie ».

### Quand les diversités se rencontrent

Nous avons le sentiment de vivre dans un pays qui connaît des crispations entre religions et communautés. Un dialogue entre cultures et entre croyants est-il possible, à quelles conditions? Jean-Marc Aveline a apporté des réponses concrètes.

« Je voudrais alerter sur les limites et l'ambiguïté de l'expression « dialogue interreligieux » très utilisée aujourd'hui. Il me semble qu'on est très loin de ce qu'on appelle vraiment dialogue, nous sommes dans des relations interpersonnelles et des rencontres d'amitié. Mais nous sommes loin d'un dialogue qui aille assez loin dans le respect des différences et fasse avancer. Il faut rester humble. Sous cette expression, nous désignons aussi la préoccupation qu'a l'État de garantir la paix sociale en mettant à contribution les religions, au risque qu'elles y perdent leur liberté. Parfois les religions croyant gagner en pouvoir perdent



ainsi en autorité. Devant leur place à la puissance dominante de la société dans laquelle elles se trouvent, les religions ont-elles la liberté de prendre des positions critiques prophétiques qui ne sont pas toujours celles qu'on voudrait qu'elles prennent pour le lien social? Par ailleurs, le chrétien que je suis se trouve parfois gêné d'être convié uniquement avec des religieux. Dieu n'est pas plus proche des hommes religieux que des séculiers.

Nous avons des responsabilités à prendre, la première est d'appeler à la prière. Ce n'est ni efficace, ni rentable. Mais c'est l'essentiel de la contribution des religions à l'espace public. L'Institut catholique de la Méditerranée, ICM, travaille, à la demande des Cisterciens, sur l'héritage de la Trappe de Tibbhirine. Quand ils avaient à se définir, les moines de Tibbhirine disaient : « Nous sommes de priants parmi d'autres priants ». Chaque fois qu'une religion met tout autre chose à la place de la prière, il me semble qu'elle perd son centre de gravité.

Cela étant posé, il y a des initiatives à prendre comme ce qui se réalise à travers Marseille espérance<sup>1</sup>. Initiative municipale, qui a pour finalité d'être symbolique. Exemple : au moment de la guerre du golfe, personne ne pouvait se recommander de son autorité religieuse pour justifier des comportements hostiles vis-à-vis des autres communautés puisque les gens de Marseille savaient que leurs représentants religieux se

Il nous
faut lutter
contre la
peur
lorsque
nous
pensons
que
l'altérité
peut nuire
à notre
identité

• (1) Cf. *Responsables* n° 373, p.20.

réunissaient et étaient à portée de voix.

À l'ICM, à la demande du conseil général des Bouches-du-Rhône, nous avons mis en place un module d'initiation au patrimoine religieux qui permet à des jeunes d'aller visiter une mosquée, une pagode, une synagogue,... Initiative concrète qui joue son rôle comme apprentissage de la pluralité.

Un autre exemple est le travail de formation réalisé par l'ICM auprès des directeurs des centres sociaux de la ville de Marseille. Ces directeurs, qui accueillent des jeunes passés souvent par l'école coranique, ne sont pas préparés à répondre à ces nouveaux défis. Nous leur apportons une formation sur les traditions religieuses.

Je terminerai avec le Maroc où une demande émanant du ministère des cultes au Maroc nous a été faite d'envoyer des théologiens chrétiens pour la formation des formateurs d'imams à l'Académie royale ; c'est pour moi un grand motif d'espérance. La même demande est faite en direction du judaïsme. Preuve en est, s'îl est besoin, de la capacité des responsables musulmans à prendre des décisions d'ouverture.

J'aimerais lancer un double appel. Nous sommes conviés très fortement à lutter contre la peur qui naît lorsque nous pensons que l'altérité rencontrée peut nuire à notre identité. Cette maladie nous guettera toujours, mais nous pouvons faire en sorte que la diversité humaine ne soit pas un pis-aller. L'espérance n'est pas dans le fait qu'il n'y ait pas de différences, mais dans la manière de les vivre, en dépassant la peur de l'autre. Peut-être sauronsnous à la fin que, malgré des fidélités à des formes de foi différentes, elles nous donnent pourtant de converger vers un même puits.

Le deuxième appel c'est que nous n'ayons pas peur de prendre des initiatives. Je voudrais évoquer ici la mémoire de Pierre Claverie, ancien évêque d'Oran. Un peu lassé des colloques interreligieux, trop lissés, il disait que le plus important était de vivre un partage d'expérience, un dialogue. La parole de Dieu à laquelle je crois est née d'une expérience et d'un dialogue et demeure stérile si elle ne produit pas expérience et dialogue. Que ce congrès du MCC et ce constat que nous faisons ne nous empêchent pas de nous engager dans

L'Europe a dans ses gènes la nécessité

de respecter

la diversité

l'expérience et le dialogue. Ainsi nous rendrons féconde la Parole de Dieu. »

## L'Europe, des petits miracles au quotidien

Jérôme Vignon connu pour ses engagements européens et en faveur de la mondialisation nous a donné quelques raisons pour ne pas avoir peur et nous engager plus avant.

« Après plus de vingt ans passés à Bruxelles, je voudrais rendre compte de cette espérance sans laquelle les convictions que j'exprime seraient sans doute un peu naïves. Nous sommes là pour percevoir des signes extrêmement féconds de l'évolution des temps et de l'Europe, au-delà de l'actualité qui parfois a des raisons de nous déboussoler. Je veux parler de l'espérance chrétienne, comme d'une vertu de fécondité. Je suis venu témoigner de l'Europe au quotidien, celle qui ne fait pas les gros titres, mais celle qui est un champ de fructification de la diversité pour l'amener vers une unité, vers quelque chose qui dépasse chacune de ses composante. Tous les jours, à Bruxelles se réunissent des comités d'experts, « obscurs ». Militaires,



vétérinaires, hommes de police, de justice..., toutes les professions se réunissent et un petit miracle quotidien se produit. Dépouillés des rivalités de hiérarchie mais préoccupés par la mission qui leur est donnée, ces groupes définissent des codes, des normes, un langage qui pourrait être adopté par tous les États membres de l'Union. Ils doivent se faire comprendre, aller ensemble vers l'essentiel de leurs convictions.

Autre exemple d'espérance, la modeste Autriche qui compte dix millions d'habitants et qui a présidé l'Europe de janvier à juillet 2006 a fait adopter une nouvelle stratégie du développement durable. Ce que les Européens proposent ce n'est pas une stratégie pour l'Europe mais pour le monde. Nation marquée par de nombreux revers et échecs, l'Autriche a su faire taire ses divisions et se concentrer sur un petit nombre de priorités qui laisseront leur marque.

Encore un exemple emprunté à l'Organisation internationale du travail qui établit des conventions pour le droit du travail, après consultation de toutes les grandes sagesses et des grands dirigeants du monde. La notion de travail décent - avec le droit de choisir son travail, d'être représenté, d'être protégé, de bénéficier d'une formation,...- est la traduction en termes universels de la tradition du modèle social européen. Les Européens dans la mesure où ils sont fidèles à ce qui les animait initialement inspirent ce qui pourrait être un jour un ordre mondial, parce qu'ils ont dans leurs gènes, la nécessité de respecter la diversité. »

## Le sens d'un engagement politique

Etienne Pinte a fait des choix dans le domaine social, à plusieurs moments de son destin politique. Son engagement en politique ne correspond pas à l'image que l'on se fait des politiques. Faut-il avoir confiance dans les hommes politiques?

« Dans tous les domaines, au quotidien, comme chrétiens, si nous n'avons pas peur, alors nous aurons des raisons d'espérer. Pendant ce congrès, nous avons réfléchi et échangé. C'est une raison supplémentaire pour espérer et agir. Car nous sommes des hommes et des femmes d'action. Il faut nous prendre par la main et tendre la main.



Pour le responsable politique, espérer, c'est mettre l'homme au centre de sa vie et de son action

Pour le responsable politique que je suis, espérer c'est donner un sens à son engagement, mettre l'homme au centre de sa vie et de son action.

Il ne s'agit pas d'imposer comme cela a failli être le cas avec le CPE, mais d'associer à l'analyse, à la décision, ceux pour lesquels nous légiférons. Par exemple, pendant deux ans et demi, j'ai animé un comité de suivi sur les intermittents du spectacle jusqu'à ce que les partenaires sociaux prennent une décision sur la question de l'indemnisation du chômage, nous avons soutenu aussi tous ceux qui ne s'estimaient pas représentés dans les grandes confédérations syndicales car le monde culturel est très éclaté. Nous avons cherché à rapprocher les gens les uns des autres et créer du lien.

Donner un sens à mon engagement, c'est avoir des convictions, les défendre en toute liberté sans être prisonnier du politiquement correct et sans solidarité de complaisance. Je me suis engagé sur des sujets qui sont très conflictuels, par exemple la réforme de la double peine. Au début, j'ai lutté quasiment seul. Mais j'avais raison d'espérer, avec de la volonté politique, de la ténacité, de la pédagogie. J'ai été aidé par le monde associatif, les médias, les avocats des familles. Nous sommes arrivés à ce que les hommes déià condamnés après un délit. ne soient pas renvoyés dans leur pays d'origine et donc ne laissent pas leur famille.

Ma foi m'a aidé, comme en 1981, lors de l'abolition de la peine de mort, alors que 65 % des Français étaient contre l'abolition. J'ai voté pour, car c'étaient mes convictions. Lors du débat sur la maîtrise de l'immigration, la parole de Matthieu « J'étais étranger et vous m'avez accueilli » a soustendu mes efforts pour humaniser les lois, ainsi que les prises de position de l'épiscopat français.

Donner un sens à mon engagement, c'est aussi dialoguer avec ceux qui ne partagent pas mes options. Le monde n'est pas manichéen. Il nous faut des hommes et des femmes de conviction et ouverts d'esprit qui essaient de travailler ensemble. À ces conditions, il peut y avoir réconciliation entre les responsables politiques et les Français. Charles Péguy disait que l'espérance doit donner la main à la foi et à la charité. Sans elle, nous n'arriverons pas à construire un monde meilleur. »

## La mission du MCC, le souci du

Le congrès du MCC s'est terminé par l'envoi en mission<sup>1</sup>. Chacun l'a éprouvé de manière forte. Le MCC, mouvement d'Église, est lui aussi envoyé en mission. Cette mission est l'injonction du Christ aux apôtres : ce que vous avez reçu, ne le gardez pas pour vous.



Christian Sauret, ancien responsable national du MCC

le que nous avons reçu nous dépasse infiniment, nous devons le transmettre: c'est le Christ lui-même, le Verbe qui dit et montre l'amour de Dieu pour tous les hommes. Il n'est pas possible que nous le gardions pour nous. Depuis deux mille ans, c'est ainsi.

Nous venons de vivre ensemble deux jours exceptionnels, deux jours pendant lesquels nous nous sommes mis en face du monde, de notre monde. Nous l'avons observé, décrit dans ses souffrances et dans ses espoirs. Nous avons compris, un peu mieux, que la béance de ses



Risquer l'inconnu d'un monde en transformation profonde

## bien commun

failles, de ses violences, de ses peurs, ne serait jamais comblée seulement par les progrès pourtant remarquables des techniques, des mécanismes économiques et financiers, des systèmes de solidarité sociale, des structures de régulation internationale (et j'en passe ; la créativité des hommes pour agir en vue de l'amélioration du vivre ensemble est immense ; et l'Esprit est certainement à l'œuvre dans la richesse des initiatives humaines).

## Notre engagement : des êtres solidaires

Avons-nous compris que c'est d'abord de nous-mêmes dont il est question quand nous nous plaignons des dérives de notre société, dont nos entreprises et nos milieux professionnels sont les témoins, souvent privilégiés? Il est question de nous, de chacun de nous, habité par ses certitudes, son désir de sécurité, de tranquillité, de repli, parce que les choses vont trop vite, ou paraissent ne plus avoir de sens valable.

Or nous avons affirmé ensemble que nous étions appelés à autre chose, à quitter nos rivages faussement sûrs, à risquer le large c'està-dire l'inconnu d'un monde en transformation profonde, et d'un monde qui manque cruellement de repères parce que nos modes de vie nous ont poussés dans des attitudes trop individualistes et oublieuses du bien commun.

Nous sommes appelés à changer notre propre regard, sur les autres, sur nous-mêmes. Nous sommes appelés à témoigner de l'espérance qui nous fait dire que l'avenir de nos sociétés passe par notre engagement d'hommes et de femmes solidaires, convaincus que le souci de ce bien commun est le seul chemin viable pour l'humanité. Point besoin d'être chrétien pour cela, mais quelle chance de croire que le Christ nous accompagne sur ce chemin!

#### Le MCC, une manière de vivre la foi

Mission du MCC, aussi. Le MCC est un mouvement d'Église, un réseau organisé de personnes



Dieu nous invite à l'intelligence des phénomènes pour progresser en humanité

(1) A l'issue de la célébration. qui adhèrent à une certaine manière de vivre leur foi en Jésus-Christ.

Et ce qui me semble caractériser cette manière de vivre la foi, particulièrement au terme de ce congrès, c'est le fait que nous reconnaissons, par nos travaux, nos débats, nos témoignages, que Dieu ne parle pas aux hommes seulement sur le terrain religieux.

Dieu nous parle dans les multiples circonstances de nos vies, dans les questions de solidarité quotidienne comme dans les problèmes globaux du monde. Dieu nous parle par l'étude que nous faisons de ces questions, pour guider l'exercice de nos responsabilités.

Dieu nous invite à l'intelligence des phénomènes, non pas pour satisfaire notre esprit mais pour chercher avec d'autres, avec tous les autres, les voies de passage vers une société qui progresse en humanité.

Le discernement spirituel envahit tous les domaines de nos existences, tout est possiblement attitude de foi.

En tant que mouvement, le MCC a cela à montrer, à signifier, et il ne peut le faire que si deux conditions sont remplies : qu'il soit mobilisé pour remplir, en coopération avec d'autres mouvements, son rôle de veilleur dans les débats de société qui le concernent, bien au-delà de la seule vie d'équipe; qu'il ose donner davantage de visibilité à son travail et à son action, auprès de l'Église et de la société.

Notre mission, c'est donc aussi de montrer collectivement un visage de l'Église engagée dans les réalités économiques et sociales, d'une Église qui affirme que le Christ ressuscité demeure au milieu du monde tel qu'il est. « Vous le trouverez en Galilée » (Mt 28). Cette parole de l'ange au matin de Pâques résonne en cette fin de congrès comme une invitation pressante, urgente, qui ne souffre aucun délai pour le service de la mission. Le Christ a aimé profondément la terre des hommes, croyons-nous. Soyons-en les témoins, partout où nous travaillons, où nous agissons!

## Le travail est fait pour l'homme

Intitulée « L'homme au cœur de nos responsabilités de management », l'assemblée partielle 2 était au cœur des problématiques du MCC. Portée par le MCC à Lyon, préparée par Maddie Flichy, Jean-Pierre Berthet et Hugues Puel, elle a réuni cinq cents personnes pour un débat animé par Philippe Merlant, journaliste à *La VIe*, auquel ont participé Louis Dugas, Françoise Nauts, Laurence Chevallier, François Fayol et Bruno-Marie Duffé. Textes recueillis par Laurent Tertrais.

Louis Dugas
Consultant en
ressources
humaines. Ancien
directeur des
politiques sociales
du groupe Lafarge.
Ancien vice-président
de l'association
nationale des DRH

Il semble que l'homme souffre au travail aujourd'hui plus qu'hier, ce que dénoncent de nombreux ouvrages. L'homme ne serait plus au cœur du monde économique qui vit des lois de la mondialisation, d'un management rendu brutal par l'adaptation des managers à la tyrannie du court terme et à l'obsession des objectifs financiers. Cette situation ne provoque-t-elle pas une distorsion entre les droits des hommes et l'activité économique? Ne creuse-t-elle pas des écarts entre les nantis et les autres, entre le Nord et le Sud, entre les banlieues et les centres-ville?

La croissance semble dépourvue de sens. Nous sommes ainsi tentés de penser que le village mondial s'ouvre mal, que c'est la mondialisation qui conduit à toutes ces délocalisations et à la concurrence sauvage. L'homme n'est plus qu'un moyen. L'actionnaire dicte sa loi. Le pacte social est rompu: l'argent règne en maître. Ajoutons que nous vivons à un rythme effréné, dans un monde sans mémoire et du coup sans véritable vision d'un futur, les hommes n'ont plus le temps de s'adapter. Le système tourne sans boussole et les élites sont décrédibilisées pour lui donner un sens.

## Des éléments objectifs pour être heureux

Et pourtant, regardons notre monde : notre situation ne s'est-elle pas considérablement améliorée depuis trente ans? Nous n'avons plus le risque de guerre à nos portes, comme c'était le cas pour nos parents. Nous avons des technologies qui nous simplifient merveilleusement la vie. Nos conditions de travail se sont considérablement améliorées. Les accidents du travail sont bien moins graves et moins nombreux. Le temps et la charge de travail sont réduits. Nous avons accès partout aux connaissances, l'information plus rapide, imagée et universelle permettant une prise de conscience plus grande sur les sujets de société. Nous devrions donc avoir des éléments objectifs pour être plus heureux et singulièrement, en France, par comparaison avec les situations de détresse et de misère parfois



## et non l'inverse!

épouvantablement difficiles que connaissent tant de régions d'Asie ou d'Afrique.

## Sortir de nos contradictions

Chacun d'entre nous ne serait-il pas le lieu d'une tension - et pas seulement au travail - entre un besoin de sécurité et un besoin de liberté (qui prend parfois le nom de flexibilité), qui finit par fausser notre vision du monde? Les patrons recherchent avec ingéniosité à s'assurer la fidélité de leurs salariés, mais ils voudraient bien pouvoir licencier au moindre coup de vent. Les salariés ne connaissent comme « vrai » contrat qu'un contrat à durée indéterminée, mais ne comprennent pas que leur directeur leur refuse d'habiller une démission en licenciement aux frais de l'assurance-chômage. Nous voulons être reconnus comme uniques, avoir un traitement individualisé dans l'entreprise et la durabilité, mais aussi la jouissance immédiate du jetable. Nous exigeons la transparence chez les autres et un jardin secret pour nous. Nous avons un vrai désir de solidarité, mais qui cohabite avec un goût marqué du « chacun pour soi » ou du « chacun chez soi ».

Tout se passe comme si nous revendiquions comme un droit absolu le fait d'avoir des règles du jeu claires et prévisibles pour pouvoir jouer notre jeu sans risque, à condition qu'elles ne soient pas contraignantes. Nous voulons être libres dans l'immédiateté mais être en même temps certains d'une prévisibilité qui nous préserve de l'angoisse. Nous voulons avoir les garanties sans être tenus à l'engagement. Et ce n'est pas vrai que dans le mariage. N'est-ce pas revendiquer à la fois l'indépendance et l'assistance, mais quelque part sans la responsabilité?

Nous sommes à la fois salariés d'une entreprise, peut-être syndicalistes défenseurs des intérêts du personnel et, en même temps, clients de ses produits à la recherche de la meilleure qualité au coût le plus bas. Chaque rôle implique des envies de sécurité et de souplesse parfois contradictoires, au moins à court terme.

## Promouvoir des valeurs humaines dans l'entreprise

Mettre l'homme au cœur du management, c'est possible, comme en témoignent Françoise Nauts. directrice des ressources humaines chez Adia. et Laurent Chevallier, ingénieur et chef de projet chez Trixel à Grenoble.

hez Adia, recruter sans discriminer est une source de développement. Le numéro quatre du travail temporaire présente la diversité comme un levier d'une stratégie de changement dans l'entreprise. Le groupe est connu pour avoir mis en place une campagne publicitaire axée sur la lutte contre la discrimination avec des visuels volontairement provocateurs. « Il s'agit de ne pas se fier aux apparences mais bien aux compétences », explique Françoise Nauts. Afficher permet d'assumer et ainsi d'entraîner les deux mille salariés du groupe « appelés à pratiquer la diversité au quotidien pour un changement d'attitude et de comportement ». L'effet voulu par Adia n'est pas un effet d'affichage : « une telle action ne se fait pas sans des convictions extrêmement profondes ni ténacité ». C'est dans cet esprit au'Adia a présenté un « testina » aéant illustrant la discrimination à l'embauche. Les résultats confirment les études de la HALDE<sup>1</sup>. Il est donc possible de mettre l'homme au cœur du projet d'entreprise. Chez Trixel, « c'était une volonté des actionnaires : une façon d'associer passion et capital financier » témoigne Laurent Chevallier. La start-up, appelée à croître très vite dans un environnement international et multiculturel, est organisée pour mêler « du savoir faire et du savoir être ». Résultat : l'entreprise reçoit le meilleur de chacun et développe « une maturité psychologique étonnante qui gagne en efficacité». Dans cette culture interne, Laurent Chevallier explique qu'il peut « réellement exercer un management responsable en pilotant à travers un partage des responsabilités, en encourageant l'intelligence collective ». L'entreprise favorise « la montée en puissance des individus » (l'employment), une organisation que Laurent Chevallier appelle « auto améliorante », dans laquelle ce sont les progrès humains qui génèrent les progrès économiques. Et pas l'inverse.

(1) Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité.

## Même si j'ai peu de pouvoir, j'ai toujours un espace pour agir et je ne suis pas seul



## Être solidaire est notre responsabilité

Solitaires ou solidaires ? Choisissons une réponse à notre mesure : choisissons d'être solidaires. Des propositions de François Fayol, secrétaire général de la CFDT Cadres.

Solidaires, nous pouvons l'être au quotidien dans l'exercice de nos responsabilités en prenant en compte l'autre, le collègue, le collaborateur, les parties prenantes de l'entreprise ou de l'administration. Solidaires, nous le pouvons en construisant des espaces collectifs d'échanges, de débats et d'engagements afin de mieux ancrer nos responsabilités. Prémunissons-nous du risque de demeurer dans « l'entre soi » ou dans un « entre nous » amical, confortable, sécurisant..., mais par nature insuffisant! Il nous est nécessaire de prendre parti, d'être actifs avec d'autres, au travail et dans la cité. Être solidaire, c'est aller au grand large de la confrontation, de l'engagement collectif. Là où nous sommes, là où chacun se sent bien selon ses talents et charismes. Et c'est bien ce choix du « solidaire » qui nous permettra, ensemble, de « faire société ». Comme le disait récemment l'évêque de Créteil : « La solidarité n'est pas une matière à option ». Dans nos responsabilités, être solidaire devient une obligation... Un impératif auquel nous ne pouvons nous soustraire, mais aussi une question à approfondir, une exigence à construire avec d'autres. Être solidaire, demain comme aujourd'hui, est notre responsabilité à partager avec le plus grand nombre<sup>3</sup>.

(3) Retrouvez l'intégralité de cette intervention dans Responsable n°371 (juillet-août 2006), p. 16 : « Prendre soin, la responsabilité du cadre ».

## Remettre à l'honneur la pensée et la réflexion

Quel rapport avec notre « souffrance »? Quelle en est donc la nature? Et si elle était due à la « mal information ». Chacun de nous est en permanence bombardé de messages, de bribes d'information « prémâchées » par d'autres sur une réalité nécessairement réduite. Comme le culte de la transparence nous donne le droit de tout savoir tout de suite, le zapping et le ressenti deviennent des substituts de la pensée et de la réflexion. Regardez la peine que nous avons en général à trouver une heure pour nous imposer la lecture d'un article difficile, alors qu'en quelques minutes, nous avons zappé sur dix journaux dans le métro ou un avion. La vie devient difficile face à cette accélération.

La diffusion heureuse des sciences humaines n'aurait-elle pas, à force d'affiner notre hyper sensibilité, déformé notre pensée? Ne sommesnous pas devenus trop subtils dans l'introspection à force de pratiquer la banquette de notre psy? Serions-nous devenus des « nantis malheureux » face à l'incertitude, la complexité, la finitude du monde et de notre propre vie ? Comme le monde autour de nous, nous sommes tous devenus relativistes. Nous n'imaginons plus qu'il puisse y avoir une vérité éclairante. Ce que nous ignorons, c'est que nous avons peut-être ainsi fabriqué nous-mêmes notre malheur, en voulant être la cause unique de notre bonheur. Nous manquons de recul, parce que nous n'avons pas d'autres perspectives que celles du moment présent dans lequel nous voudrions « toujours plus ». Et nous voilà en pleine contradiction, presque un peu schizophrènes.

## Passer du repli à l'engagement

Quelles sont les pistes concrètes pour mettre l'homme au cœur de ses engagements? Comment retrouver le partage du sens, réapprendre le développement durable, le goût de la délibération et de la confrontation, l'engagement solidaire? Dans l'entreprise, cela se nomme participation, culture des solidarités, management par la confiance, délégation et prise d'autonomie, responsabilisation, insertion, accueil de la diversité, développement des compétences, validation des acquis... Nous avons peu de pouvoir pour changer les choses. Pourtant, le choix que nous avons à faire peut se résumer simplement à deux dimensions. Un axe oppose le repli sur soi à la sortie de soi et à l'engagement. Un autre oppose le pessimisme à l'espérance. Faire mouvement du repli à l'engagement est un mouvement vertueux et positif. En tant que chrétien, il ne me satisfait pas si je ne fais pas aussi mouvement du pessimisme à l'espérance. Ne nous laissons pas enfermer dans la dénonciation et la critique. Si nous ne sommes pas témoins de l'espérance, qui le sera? Même si j'ai peu de moyens et de pouvoir, j'ai toujours un espace pour agir et je ne suis pas seul, d'une part sur le plan strictement humain, mais aussi parce que le Christ nous l'a promis au moment de s'éloigner, à l'Ascension. Y croyons-nous?

Deux questions encore plus personnelles. Je ne sais que trop que je ne vaux pas mieux que les autres. Ne suis-je pas tenté parfois à cause de cela de renoncer au témoignage quitte à risquer le contre témoignage?

Je suis un pauvre gérant transitoire, mais sauvé. Suis-je assez fou pour oser prendre au pied de la lettre ce genre d'appel? Gérant transitoire, solidaire parce que vrai et libre. «Le travail est fait pour l'homme et non l'homme pour le travail,, cette phrase de *Laborem Exercens*<sup>1</sup> me questionne depuis sa publication. Est-ce une formule ou me faut-il la prendre au sérieux? Mais alors cela change tout.

(1) Publiée en 1981, à l'occasion du 90<sup>èm</sup> anniversaire de Rerum Novarum, Laborem Exercens est l'une des principales encycliques de Jean-Paul II sur les questions de justice sociale, largement reprises dans le Compendjum de la doctrine sociale de I Falise.

## Le travail, une espérance à offrir

Bruno-Marie Duffé, responsable de la chaire d'éthique du travail à la Faculté catholique de Lyon, s'appuyant sur la pensée sociale de l'Église, nous invite à considérer notre travail comme une promesse d'humanité.

n sociologue célèbre disait que « tout groupe social s'organise en attentes et en sanctions». On ne peut plus travailler avec ce schéma binaire : il faut introduire de la reconnaissance, de la confiance, de la participation au processus de décision et de la parole. Ne sommes-nous pas moins solitaires quand nous sommes dans la parole?

Nos entreprises sont souvent prises dans un étau de contradictions entre la logique de la projection et la logique du projet. Il nous faut parfois passer d'une certaine « dictature » de la projection, dictature du chiffre, à une logique de projet, à quelque chose que nous construisons, dans lequel nous nous impliquons.

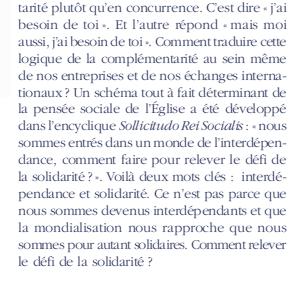
C'est parce que nous pensons qu'il y a « promesse dans le travail », que ce travail va se faire et prendre forme. Comment l'espérance peut-elle rejoindre le monde des logiques et de la production? Comment faire pour que notre travail porte encore une promesse? Le travail est une espérance à offrir. Il porte en lui-même, au jour le jour, quelque chose qui concerne l'avenir de l'homme et qui prend soin des générations futures.

## Commencer par l'homme

Depuis l'encyclique Rerum Novarum jusqu'à *Centesimus Annus* qui en marque le centième anniversaire, les différents textes de la doctrine sociale de l'Église, commencent par «l'homme ». On ne cherche pas à mettre l'homme au cœur du travail, on commence par l'homme. Mettre l'homme au cœur du management, c'est travailler en complémen-





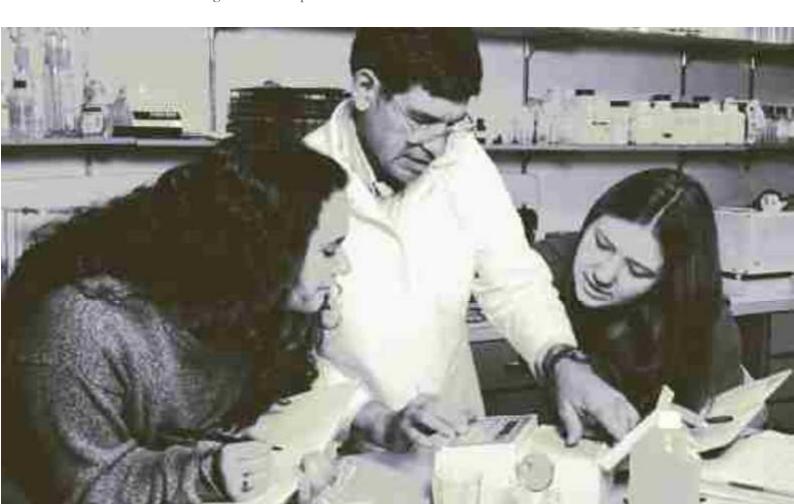


## Pas de dignité sans réciprocité, ni singularité

Être solidaire plutôt que replié implique de ne pas avoir peur de l'autre. Osons dire que nous considérons l'autre comme un égal, qu'il a des droits et que nous lui demandons de respecter nos droits. Les droits des uns sont les devoirs des autres. Il n'y a pas de dignité sans réciprocité. La pensée sociale de l'Église rappelle la primauté du travail sur le capital. Dans la perspective chrétienne, il y a une critique du capitalisme : le capital ne doit pas être décideur, mais le travailleur. Les acteurs de l'économie doivent ainsi apprendre à décider ensemble. L'homme qui porte pour nous l'image de Dieu, n'a pas à être réduit comme un instrument de production (cf. *Laborem Exercens*).

Mettre l'homme au cœur du management et de nos responsabilités, c'est se souvenir que cet homme n'est pas seulement un individu. Il est une personne qui a un rôle propre, une singularité. Dans cette singularité, il apporte quelque chose que personne d'autre ne peut apporter. Cet homme va vivre son travail comme personne d'autre ne le vivra : il va créer.

Les cadres aujourd'hui sont peut-être des messagers. Ils sont situés en intervalle, en interstice. Dans ce sens-là, ils sont les hommes et les femmes au cœur du management. Être des messagers, c'est être à l'écoute. Dans de nombreuses entreprises, les cadres sont la mémoire de l'entreprise. Ce sont des hommes et des femmes qui parlent, qui appellent et qui n'ont pas peur de l'avenir parce qu'ils sont des hommes et des femmes de mémoire.



## Vie d'équipe : Humaniser nos lieux de responsabilité

🔰 À l'issue de la présentation de ce travail assez complet du congrès qui a porté sur « l'homme au cœur de nos responsabilités de management », voici des pistes pour une ou plusieurs réunions d'équipe. Par Christian Mazars.

L'intervention de Louis Dugas qui ouvrait cette assemblée partielle est une invitation forcée à prendre un temps de recul par rapport à l'exercice de nos responsabilités. Bien souvent, nous ne sommes pas exempts de contradictions. et cela peut faire naître des tensions en nous. Mais ces tensions ne sont-elles pas le lieu où notre foi vient se glisser pour nous permettre des attitudes fécondes, source d'espérance quand tout paraît verrouillé? Ne s'agit-il pas tout simplement d'humaniser nos lieux de responsabilité et particulièrement ceux de notre vie professionnelle?

#### La subsidiarité<sup>1</sup>

- → Au sein de l'équipe dont j'ai la responsabilité comment est-ce que je vis la délégation, la responsabilité de chacun?
- → Ai-ie à cœur d'aider mes collaborateurs à donner le meilleur d'eux-mêmes, à aller jusqu'au bout de leur propre responsabilité? (Il ne s'agit là que de la mise en œuvre de la subsidiarité; chère à l'enseignement social de l'Église).
  - On veillera à partir de cas concrets et d'exemple précis qui disent effectivement notre façon d'habiter notre responsabilité.

#### Le respect

- → Au sein de l'équipe dont j'ai la responsabilité comment ai-je le respect de chacun?
- → S'il existe des impératifs économiques que l'on ne peut nier et en conséquence une pression forte qui peut s'exercer sur la personne, comment suis-je attentif à chacun et

à ses capacités pour lui demander un travail à sa mesure et lui permettre de prendre toute sa place dans l'équipe?

• La réflexion gagnera à partir d'exemples précis.

### Le dialogue

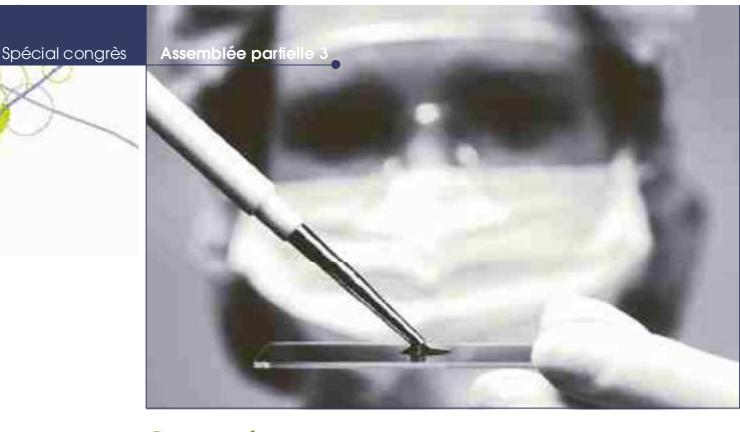
- → Si I'on se pose assez facilement la question des liens entre les personnes, il faut certainement s'interroger aussi au niveau de l'entreprise.
- → Ce que je vis avec mon collaborateur doit pouvoir se discuter aussi avec ceux aui ont des responsabilités de même niveau que les miennes, mais également avec mes propres supérieurs. C'est une condition pour ouvrir des chemins d'espoir.
- → De tels dialogues font-ils vraiment lien?
- → Quelles avancées ont-ils permis ?
- Quelles sont les difficultés rencontrées ?

### Proposition de texte

« Le principe de subsidiarité protège les personnes des abus des instances sociales supérieures et incite ces dernières à aider les individus et les corps intermédiaires à développer leurs fonctions. Ce principe s'impose parce que toute personne toute famille et tout corps intermédiaire ont quelque chose d'original à offrir à la communauté. L'expérience atteste que la négation de la subsidiarité ou sa limitation au nom d'une prétendue démocratisation ou égalité de tous dans la société, limite et parfois même annule l'esprit de liberté et d'initiative. »

Compendium de la doctrine sociale de l'Église n°187.

• (1) Pour une définition de la subsidiarité, voir aussi l'article d'Étienne Perrot p. 26.



# Santé pour tous : définir des objectifs?

La santé est devenue un droit, chacun veut bénéficier des meilleurs soins, quel qu'en soit le coût pour la société. L'assemblée partielle 3 intitulée « Santé pour tous et contrainte économique » a fait réfléchir les congressistes sur cette question controversée qui met en cause la pérennité de notre modèle social. Préparée par le Dr Colette Raffoux et portée par la région Picardie du MCC, elle a réuni deux cents participants autour de Jean-François de Lavison et Jean-François Mattei. Débats animés et présentés par Dominique Brillaud.

Dominique Brillaud, médecin, journaliste

qui appartient la santé? À l'économiste, qui nous alerte sur la croissance de nos dépenses de santé? Au politique, qui tranche et décide des droits et devoirs respectifs de ceux qui veulent la santé et de ceux qui la fournissent ? Aux professionnels de santé, dont les savoirs et les statuts ont tant changé en quelques décennies? À l'administratif, de plus en plus incontournable en la matière ? À l'industrie pharmaceutique, pourvoyeuse d'un élément fondamental de l'efficacité médicale, le médicament ? Aux malades, dont l'objectif est de recouvrer ce bien précieux? Au philosophe, qui s'efforce d'atteindre aux grands principes sur lesquels appuyer nos conceptions? Au citoyen, solidaire sans être toujours d'accord avec les modalités de cette solidarité obligatoire?

## Un grand intérêt pour ce sujet

La question n'a pas grand sens : la santé appartient à tous et à personne. Les participants à la table ronde sur la santé, lors du congrès de Marseille, ont pu constater avec quelle force le professeur Mattei, médecin passé par le ministère de la Santé, a présenté l'organisation du monde de la santé de demain tel qu'il le souhaite. Il était tout aussi intéressant d'entendre un dirigeant de l'industrie pharmaceutique comme Jean-François de Lavison, directeur des programmes « tests rapides » et des Affaires publiques et internationales de l'entreprise Biomérieux, parler de son engagement solidaire et de ses convictions humanitaires.



La santé est aussi un lieu de profits financiers

Mais qui n'a pas son idée sur la santé? Il aurait fallu plus de temps pour que puissent s'exprimer dans toute leur richesse, leur variété, voire leurs oppositions, les points de vue et les interrogations des participants, pour lesquels manifestement, la solidarité en matière de santé est tout, sauf un sujet anecdotique. Cette discussion ne demande qu'à être prolongée, au travers des questions ou commentaires qui ont pu être transmis par écrit à la fin de la table ronde, comme à la suite de cette publication dans Responsables.

## L'heure est aux soucis financiers

L'heure semble en priorité aux soucis financiers, l'expression des participants, dont beaucoup de professionnels de santé, étant plus souvent de l'ordre du « constat » que de l'ordre de l'interrogation. Oui, dit l'un, « la santé est un lieu de profits financiers : revenus « confortables » des professionnels libéraux dans un système inflationniste, profits de l'industrie pharmaceutique, des groupes industriels propriétaires de cliniques ». Parmi les bénéficiaires de ces profits, l'industrie pharmaceutique tient une place notable : « que faire pour réguler les prix fixés par les industriels du médicament, compte tenu d'une part du déficit croissant de notre système de santé, d'autre part de l'enrichissement de ses multinationales, de ses molécules de plus en plus onéreuses, de leur poids au regard des finances et des bourses mondiales? », demande un participant.

Et si les profits diminuent du fait de la restriction des budgets nationaux de santé, s'inquiète un autre, la qualité des soins et l'avenir de la recherche ne s'en trouveront-ils pas compromis? Il paraît bien difficile à celui-ci comme à d'autres d'imaginer que la qualité des soins puisse être dissociée de la quantité d'argent allouée aux industriels, aux hospitaliers, aux médecins en général. Pour peu que diminuent les profits en question, ne peut-on redouter un « abandon du navire »? Et où ira « la performance » hospitalière, dès lors que les rémunérations des hospitaliers seront en perte de vitesse? La question de cette « médecine à deux vitesses » que d'aucuns craignent de voir se développer avec les nouvelles réformes, pourrait être associée à ces préoccupations.

## Développer l'éducation citoyenne

D'ores et déjà, certains voient au moins une difficulté de conciliation entre cette recherche de profits financiers et une saine utilisation de la « ressource publique » : il suffit de citer l'exemple des antibiotiques dont le mésusage coûte cher en euros comme en résistances à des germes qu'on croyait vaincus. De façon plus générale, un participant déplore la tendance de l'opinion à considérer que « la qualité du médecin est proportionnelle au volume des prescriptions médicamenteuses ».

On en arrive ainsi tout naturellement au rôle du public dans les dépenses de santé et à la nécessité, évidente pour certains, de développer «l'éducation à la citoyenneté », « par exemple pour faire prendre conscience et responsabiliser face à des comportements à risque ou coûteux : obésité, tabagisme, arrêts de travail abusifs, ordonnances pléthoriques... ». D'ailleurs, les campagnes sur « des sujets tels que la consommation des antibiotiques ou les bienfaits de l'exercice physique » n'ont-elles pas démontré qu'elles pouvaient avoir un impact réel sur les comportements, nous dit un observateur? Que faudrait-il faire pour parvenir à faire comprendre qu'une bonne prise en charge médicale n'est pas liée au volume des prescriptions médicamenteuses?

#### Innover dans un monde vieillissant

Il arrive aussi que soient mises en balance l'éthique et les dépenses : ainsi, « l'acharnement thérapeutique » soulève-t-il plusieurs questions. L'une d'entre elles relie directement les questions de maîtrise des dépenses de santé et celles de limites entre acharnement et soins, tant en fin de vie que dans les SAMU ou dans les services de soins intensifs.

La réponse serait bien simple si ces limites étaient aisées à cerner et si d'autres questions, éthiques et économiques, ne se pressaient autour des fins de vie d'un monde vieillissant et technologiquement avancé. Cependant, des réponses pourraient sans doute être trouvées pour peu que l'on sache innover; l'on nous donne « un exemple concret dans le Nord », où l'on offre à des personnes atteintes de maladies

incurables, mais non en fin de vie, la possibilité de séjours hospitaliers de dix semaines par an en plusieurs séjours n'excédant pas deux semaines, ce qui soulage les familles sans obliger à une hospitalisation continue.

### Les nouveaux droits des malades

C'est encore à un parallèle entre valeurs éthiques et financières que nous convie cette question, à propos des nouveaux droits du malade : « le droit de tout savoir, le droit d'être associé à la décision du traitement ont été présentés comme des « exigences coûteuses ». Ne sont-ils pas plutôt un progrès dans le respect de la dignité de la personne malade? ». À dire vrai, un tel rapprochement pourrait mener vers de nouvelles discussions : comment évaluer financièrement ce que l'on doit à la dignité du malade ? D'autre part, est-il sûr que ces nouveaux droits ne soient qu'exigences coûteuses et ne peut-on trouver un intérêt économique à la bonne information des patients sur leur santé et à la bonne participation à leur traitement? Des enjeux de pouvoir, ou au moins de statut, des professionnels de santé n'interfèrent-ils pas ici avec l'éthique et l'économie?

## La nécessité d'avoir des objectifs de santé

De tels enjeux ne sauraient être oubliés de l'assemblée, surtout après la présentation du Pr Mattei, bien placé pour connaître les difficultés d'équilibre des pouvoirs entre collectivités territoriales, administrations et professionnels de santé. « Après une longue période où l'on a trouvé qu'il y avait, dans les hôpitaux, un pouvoir médical abusif, ne trouvez-vous pas que l'on a abusé ces temps-ci dans l'autre sens, celui d'un pouvoir excessif de l'administration?», demande ce participant à l'ancien ministre. Mais « qui fait la politique de la santé en France? », s'exclame un responsable d'entreprise, pour lequel « il est clair que ce ne sont pas les ministres : le temps de présence à leurs responsabilités est trop court, et à durée trop aléatoire. Imagine-t-on une valse des PDG au même rythme que la valse des ministres? ». Peut-être pourrait-on noter au passage qu'au cours des dernières années, l'on a pu observer ici ou là une valse de PDG aux résultats discutables, ce qui ne ferait sans doute qu'apporter de l'eau au moulin de ce participant.

Mais il semble justifié de se demander, avec un autre, s'il suffit de s'arrêter dans la réflexion. à «la prise en charge des dépenses de santé, leur solvabilisation », ces dernières, à son sens, ne sauraient en effet régler les disparités régionales et infrarégionales d'espérance de vie, d'accès aux soins, et les problèmes de prévention. «Il ne suffit pas de chercher des recettes », affirme-t-il, « des objectifs de santé sont nécessaires ». N'est-ce pas également le souci de ce participant : « Comment maîtriser la santé en qualité? En dépenses? Par qui? Avec qui? Par quoi? Avec quoi?». Vaste question, à laquelle je serais tentée d'ajouter « pour qui », ne seraitce que pour revenir au centre des préoccupations du congrès, soit la solidarité.

## La santé appartient à tous

## La solidarité à travers les cotisations sociales

Une solidarité dont des parents ont voulu rappeler la réalité, en évoquant les soins coûteux dont leur fils atteint d'un kyste cérébral et heureusement guéri avait bénéficié et en remerciant chaleureusement l'assemblée « de cette solidarité concrète et efficace » que chacun exerce « chaque jour. sans même s'en rendre compte, avec ses seules cotisations sociales ». Au-delà de l'émotion légitime que peut susciter une telle parole, elle souligne aussi cette nécessité de garder à l'esprit l'importance des objectifs, quitte d'ailleurs à les discuter. L'économiste, le politique, le professionnel de santé, ont certes leur mot à dire dans cette discussion, mais plus que jamais, le citoyen devrait avoir son mot à dire, sa réflexion à apporter.

## **Vie d'équipe :** Santé et solidarité

≥ Comment manifester ma solidarité dans le domaine de la santé ? Une proposition pour partager sur ce thème en équipe. Par Danièle Michel.

### Temps de lecture

→ Commencer la réunion par l'écoute du passage de l'Ecclésiastique 38, 1-7 : « Honore ton médecin... »

### Temps de réflexion et d'échange

- Première condition pour manifester ma solidarité en matière de santé : réfléchir sur mon rapport aux soins du corps.
- → Quels sont les choix posés ou non par rapport au choix du médecin traitant (conventionné ou non)? de la mutuelle complémentaire (professionnelle ou privée)? par rapport à ma consommation de médicaments (acceptation des génériques, etc.)?
- Deuxième condition : m'interroger sur l'intérêt porté aux évolutions des politiques de santé mises en œuvre dans notre pays.

Les problèmes récurrents de La Sécurité sociale. la médecine à deux vitesses, la CMU...

- → Avons-nous une marae de manœuvre?
- Comment en tant que citoyens, agir sur ces domaines?
- Troisième condition : réfléchir sur les dérives possibles autour de l'économie de la santé : « la santé est un lieu de profits financiers » a dit un congressiste.
- → Que pouvons-nous faire ?

#### Temps de prière

• En finale, rendre grâces pour tous les progrès accomplis dans ce domaine et intercéder pour les parties de ce monde qui n'ont pas encore accès à cette richesse.

## La politique est la responsabilité de chacun

Dans une société en grand désir de changement, la politique serait-elle réservée aux seuls responsables politiques? Il y a urgence à s'engager comme citoyen. D'où le titre de l'assemblée partielle 8 « urgence de l'engagement politique ». Préparée par Christian Mellon, elle a réuni deux cent cinquante personnes pour un débat animé par Pierre Martinot-Lagarde, directeur du CERAS, autour de Pierre Bréchon, Yvan Lachaud, Alexandre Lupin et Anne Haugmard. Texte principal: Pierre Bréchon. Résumés des échanges par Sabine Sauret<sup>1</sup>.



Nous ne sommes pas dans une société dépolitisée, ni apathique, explique ce professeur de sciences politiques. L'intérêt pour l'organisation de la société et la vie collective est réel. Les grands sujets de société qui passionnent les Français sont multiples. Il suffit de les citer pour s'en rendre compte : l'organisation de l'économie, l'accès à l'emploi, la réduction des inégalités, l'éducation et le devenir de nos enfants, les problèmes de logement, la sécurité sociale, la sécurité...

Finalement la politique, c'est tout ce qui concerne notre vie en société. S'y intéresser, c'est s'intéresser aux affaires publiques, s'informer et suivre l'actualité. C'est avoir des opinions sur le vivre ensemble, comme on dit aujourd'hui. C'est aussi aimer parler avec ses amis, ses collègues de travail, des réformes en cours, des grands débats de société et c'est voter. Le rapport à la politique peut passer à travers tous les aspects de la vie. Les Français ne sont pas moins politisés aujourd'hui qu'hier, ils ont fait plus d'études et sont mieux informés qu'autrefois.

## L'image dégradée des responsables politiques

En revanche, ce qu'on appelle parfois la politique politicienne est une notion très péjorative. La politique politicienne est jugée souvent décevante. Les hommes politiques n'ont jamais eu une bonne image en France et cette image s'aggrave. Beaucoup ont le sentiment qu'ils ne pensent qu'à leurs intérêts personnels et à leur réélection. Nous sommes en fait très exigeants envers eux et les affaires et les scandales n'arrangent rien. La société est très critique sur le fonctionnement de ses institutions. Nous avons des idées générales, un certain idéalisme, mais nous savons moins formuler des alternatives précises, réalistes et raisonnables ou trouver des solutions. Il s'agit plutôt d'une crise de la représentation politique.

C'est ainsi que le sens du devoir électoral s'effrite. Aujourd'hui, on vote beaucoup moins par



Pierre Bréchon, Professeur de sciences politiques à l'Université Pierre Mendès France de Grenoble : spécialiste du comportement politique et des valeurs en France et en Europe.

 (1) À Partir des enregistrements du congrès.



Le rapport à la politique peut passer à travers tous les aspects de la vie

principe. On vote si on a le sentiment qu'il y a un enjeu important. Cette transformation du sens du vote est plus forte chez les jeunes générations.

## Les différents lieux d'engagement

Dans ce contexte, l'engagement politique n'est pas très facile. Et pourtant les formes d'engagement peuvent être nombreuses. L'engagement citoyen se vit à différents niveaux, national ou local, au niveau de la commune, du département, de la région,... Il peut se vivre dans les partis, à travers des actions syndicales ou dans certaines associations, sur un mode critique, de manière ponctuelle ou pérenne.

Les Français se mobilisent assez facilement pour les causes ponctuelles. Nous n'avons jamais signé autant de pétitions, ni participé à autant de manifestations que ces dernières années. Pensons à la défense de l'école libre en 1984 et dix ans plus tard, en 1994, à celle de l'école laïque ; aux manifestations contre l'extrême droite entre les deux tours de l'élection présidentielle en 2002; aux manifestations pour la défense des acquis sociaux à la fois en 1995 et en 2003 et, récemment, contre le CPE.

Les municipalités qui se définissent autour de la commune sont aujourd'hui un lieu d'engagement politique fondamental. Autrefois, on élisait le conseil municipal et pendant six ans, il ne se passait pas grand chose. Aujourd'hui,

## Des principes pour guider mon action politique

Agé de cinquante deux ans et père de augtre enfants. Yvan Lachaud est député UDF du Gard, premier adjoint au maire de Nîmes. Il est aussi chef d'établissement scolaire depuis vingt ans.

on engagement politique date des années 83-84. Ma foi chrétienne m'aide à avancer. Les principes de mon éthique personnelle pour un engagement en politique sont les suivants : respecter l'adversaire, pardonner les offenses, être détaché des richesses, être libre et garder un métier pour ne pas être dépendant d'une élection. Je suis directeur d'un établissement catholique privé sous contrat. Il y a une quinzaine d'années, j'ai souhaité accueillir des enfants handicapés. Nous avons mené un parcours avec les parents et ouvert une classe aussi bien en collège qu'en lycée. Nous avons vécu cela comme une chance pour tout l'établissement. La cause des handicapés est au centre de mon engagement politique. Ainsi, j'ai été chargé, par les ministres de l'Éducation nationale, d'établir un rapport évaluant la situation parrapport à l'intégration des handicapés en milieu scolaire<sup>1</sup>. Le devoir d'information de chacun est fondamental si la démocratie participative qui s'annonce veut fonctionner sans démagogie. Concernant la crise de la représentativité, il reste à investir les partis, à peser sur les débats, les textes et les décisions publiques chacun à son niveau. C'est possible et c'est réalisable.

 (1) Cf Rosponsables n° 360, février 2005, « Adapter le travail aux êtres humains et non l'inverse », interview d'Yvan Lachaud.

les projets d'un maire peuvent donner lieu à contestation, comme par exemple la défense de la qualité de l'environnement ou au nom des intérêts d'habitants. Le débat autour d'une commune est un lieu de socialisation et d'apprentissage de la vie politique.

Il ne manque pas non plus de candidats pour se présenter aux élections. Sur les 37 600 communes, il y a en moyenne quatorze conseillers municipaux. Il y a donc cinq cent mille conseillers municipaux en France. Pour les élections européennes de 1994 et 1999, il y avait une vingtaine de listes. Aux législatives, il y avait en moyenne cinq candidats par circonscription en 1988 et quinze en 2002.

## Des partis forts pour une démocratie forte

Les partis sont un autre espace pour l'engagement politique : un million d'adhérents en 1958, mais cinq cent mille en 1970, neuf cent mille dans les années 80 et aujourd'hui cinq cent mille. Les partis ont du mal à renouveler leur base. Ils sont animés par des salariés et une équipe de personnes qui vivent plus ou moins du métier politique. La vie politique est ainsi animée dans les partis par des professionnels de la politique plutôt que par des adhérents et des militants actifs.

Cela mérite réflexion : la démocratie francaise peut-elle fonctionner avec des partis composés de professionnels? Elle a besoin de partis forts, bien implantés dans la société, susceptibles d'organiser et de structurer des débats collectifs. Il s'agit de projet de société, de programme qui doit être en principe cohérent et pas seulement de l'addition de revendications.

Le parti est donc un lieu de débat et de régulation, duquel vont émerger les responsables politiques. Si les partis manquent de forces vives et de militants compétents, le risque est d'avoir à l'avenir des élus qui seront plus facilement des technocrates ou des vedettes du show business, des people. Une démocratie forte a besoin de partis politiques forts. La vie politique française est plus vivante et active qu'on le dit, mais elle est de notre responsabilité à tous. La démocratie en dépend.

## Jeunes et engagés en politique

L'un est conseiller municipal de Sceaux depuis 2001 et membre de l'UDF depuis 1999, tout en exerçant la profession de consultant en organisation auprès de sociétés d'assurance. L'autre est attachée parlementaire de Gilles Carrez, député UMP du Val de Marne depuis 2001. Ils témoignent du sens de leur engagement.

## **Alexandre Lupin**

e voudrais vous dire qu'il est possible d'être membre d'un parti politique sans perdre son âme. Trois mots me paraissent importants quand on parle de politique : utilité, nécessité, utopie. Tout le monde peut être convaincu de l'utilité de la vie politique. Il y a nécessité que des personnes prennent leurs responsabilités, cela peut être dans la vie politique ou dans l'engagement social. Mais je regrette que le mot d'utopie ne soit plus évoqué dans le registre du politique. Je pense qu'il faut que nous soyons capables de retrouver des utopies sur un certain nombre de sujets qui permettront de libérer des idées et de sortir des pesanteurs. Aller rencontrer les électeurs est un exercice difficile.

On critique souvent les responsables politiques, mais ils se présentent devant leurs électeurs. Cet exercice est passionnant; c'est une occasion d'échanges et de concrétisation d'idées dont vous êtes porteurs. N'hésitez pas à passer vous aussi par cette porte.

## **Anne Haugmard**

l'ai 31 ans et j'ai eu la « chance » de m'engager pour un scrutin J passionnant alors que j'allais être majeure : le Référendum de 1992 sur le Traité de Maastricht. C'était passionnant, car le combat n'était pas celui des partis, mais des convictions. A gauche comme à droite, on trouvait des gens du non et des gens du oui. Seul l'enjeu comptait. Ce fut une expérience très riche.

L'engagement politique n'est pas sans difficultés. Aucun parti, aucun homme politique ne correspondra jamais à l'ensemble des convictions que l'on porte. S'engager, c'est faire le choix de vouloir changer les choses de l'intérieur tout en restant libre.

Pour un chrétien, la difficulté c'est aussi d'admettre qu'il n'y a pas de politique chrétienne, pas de parti chrétien. On trouve des chrétiens dans tous les partis et même aux extrêmes. Etre chrétien nous interdit de réfléchir en mode binaire : nous répondons à des valeurs et non à l'appel de l'uniformité. Face aux difficultés, je cultive un espoir : je continue de croire que les convictions resteront plus fortes que les ambitions personnelles.

## Vie d'équipe : Faire entendre nos convictions

🎽 Voter, c'est la forme de l'engagement politique qui est offerte à chacun. Dans le cours de l'année qui s'ouvre, nous allons être appelés à voter plusieurs fois. Quelles que soient nos convictions, c'est l'occasion de commencer<sup>1</sup> un partage en équipe sur notre engagement citoyen. Par Christian Mazars.



« Œuvrer pour la solidarité dans la société et dans le monde impose d'agir aussi au niveau politique, là où les décisions collectives se discutent ou se prennent<sup>2</sup>». Bien souvent les enjeux politiques nous paraissent bien lointains ou même hors de portée. Nous pouvons préférer d'autres engagements (humanitaires, caritatifs) qui nous semblent plus efficaces, mais cela est-il sans portée politique ? Peut-être est-il important que nous posions quelques questions sur le lien entre nos engagements et la politique et sur la dimension politique de notre vie. N'y a-t-il pas là une manière de servir notre prochain, mais aussi de mettre en œuvre notre foi : la vision de l'homme que nous offre l'Évangile ?

#### 1<sup>er</sup> temps

- La politique, c'est tout ce qui concerne la vie en société.
- → Quels sont mes lieux d'information? Comment vais-je nourrir et critiquer mes convictions sur l'organisation de la société, le « vivre ensemble »?
- → Ai-je l'occasion de participer aux « débats de société » (comme le dit la charte du MCC).
- Il y a des rencontres entre collègues à même

niveau de responsabilité, de lieux associatifs, de « soirées-débats » qui permettent cela.

### 2<sup>ème</sup> temps

- Le régime politique dans lequel nous vivons est celui de la « démocratie représentative ».
- → Une fois que j'ai déposé mon bulletin de vote dans l'urne, que se passe-t-il?
- → Nous devons avoir une exigence légitime à l'égard de l'homme politique. Comment s'exprime-t-elle?
- L'engagement citoyen s'exprime à divers niveaux.
- → Comment vais-je assumer mes responsabilités à l'éaard du bien commun?

#### 3<sup>ème</sup> temps

- Il n'y a pas de politique binaire où il y aurait le bien ou le mal. Il n'y a pas de politique chrétienne, un chrétien se retrouve dans tous les partis. Mais il v a une nécessité : faire entendre nos convictions. Cela implique un dialogue, des engagements.
- → Comment cela est-il possible à nos niveaux? En équipe?

### Conseils

• Un tel questionnement ne sera fructueux que vécu dans le respect de chacun et de ce qu'il exprime; mais aussi en évitant les débats d'idées, en restant au plus concret de ce que chacun vit et des possibilités locales...

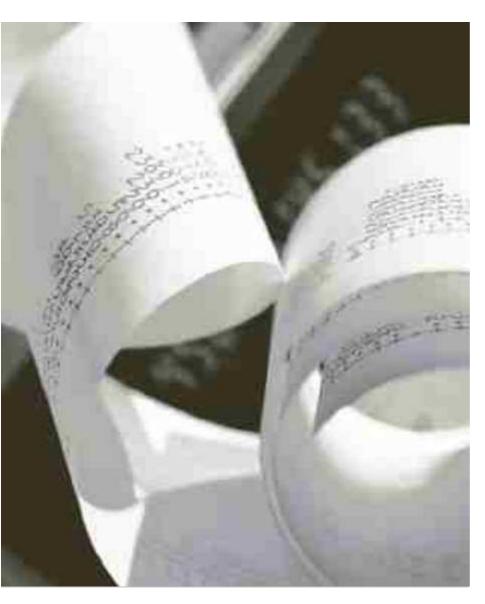
#### À lire pour soutenir le partage

- → « Qu'as-tu fait de ton frère ? », du Conseil permanent de la Conférence des évêques de France. http://paxchristi.cef.fr/docs/2006elections.pdf
- 🔍 (1) Le prochain numéro de Responsables traitera de notre rapport à la politique. (2) Introduction à l'assemblée partielle 8, livret du congressiste p. 19.

## Quelle éthique pour la finance?

La finance est-elle aujourd'hui au service de l'économie et donc de l'homme? Intitulée « logique financière, logique économique ? », l'assemblée partielle 1 du congrès a tenté de répondre à cette question. Préparée et animée par Christophe Prouvost, elle a réuni plus de deux cents personnes pour une table ronde entre Etienne Perrot et Antoine de Salins. Extraits des débats par Marie-Solange van Robais<sup>1</sup>. Etienne Perrot a d'abord souhaité mettre l'accent sur les conséquences de la domination financière et réveiller nos consciences.

Etienne Perrot, jésuite, professeur d'éthique économique à l'Institut catholique de Paris. Parmi ses travaux Le Chrétien et l'argent, Assas éd. ; La séduction de L'araent, éd.DDB. 1996 et l'Argent, éd. Salvator, 2002.



out s'achète et se vend et se pèse et s'emporte», disait déjà Charles Péguy, stigmatisant notre société. Voilà la logique économique qui implique déjà une certaine posture anticipatrice. Le monde économique est un monde anticipé disait encore Jean Ladrière. Tout entre dans la logique économique. Mais dans ce tout, les créances financières au sens large, c'est-à-dire les promesses de recevoir demain un peu plus d'argent que j'en cède aujourd'hui, prennent aujourd'hui une part prépondérante. La finance est le commerce des promesses et l'incarnation de cette anticipation. Voilà la logique financière. A cette fonction proprement financière, la finance ajoute deux fonctions nécessaires à la vie économique et sociale : la création de monnaie par les banques et l'assurance par les capitaux propres conservés par les détenteurs d'actifs financiers. Je voudrais mettre l'accent sur les effets culturels de cette domination financière.

## D'une économie d'endettement à une économie de marché

Ces dernières années ont vu le passage d'une économie de l'endettement à une économie de marché financier, avec le retrait des intermédiaires comme les banques, qui se situaient entre les épargnants et les emprunteurs et amortissaient les chocs d'une confrontation plus directe. Le marchand de biens devient courtier. La disparition de l'intermédiaire permet au prêteur une meilleure rémunération et à l'emprunteur de trouver des capitaux meilleur marché. Cette évolution a un coût, qui est l'accroissement des risques et la sélection plus sévère, dans un monde économique plus brutal.

Un des aspects de cette violence est la plus grande « liquidation » des affaires², la possibilité de sortir à tout moment d'une situation risquée quand l'avenir fait peur. Cela donne l'illusion d'un semblant de maîtrise sur des événements incertains. Dans ce cas, la liquidité remplace la confiance qui était nécessaire à la finance de la période précédente. Les prêteurs peuvent trouver de l'argent à tout moment en revendant leurs créances sur le marché financier.

L'économie d'endettement favorisait les politiques industrielles volontaristes avec espérance de rentabilité à terme et la mutualisation des risques économiques avec des intermédiaires bancaires moins sélectifs que le marché mais manquant de souplesse. Cet avantage social est un handicap dans l'environnement international mondialisé d'aujour-d'hui, où la brutalité est favorisée par l'anonymat des structures.

Les États ont favorisé ce passage à une économie de marché financier car la libération et l'internationalisation des marchés financiers favorisent des taux d'intérêt inférieurs à ceux qui sont offerts par l'épargne nationale.

Si le système de Bretton-Woods issu de la seconde guerre mondiale était basé sur les trois piliers que sont la BIRD³, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, le FMI⁴, qui avait pour mission d'équilibrer les balances commerciales entre elles, et une organisation du commerce, ce système présentait néanmoins de grosses lacunes. En effet, rien n'était prévu pour réguler les flux de capitaux internationaux, peu importants il est vrai au moment de sa création, à une époque de reconstruction. On s'inquiétait des marchés, des investissements et de la monnaie, mais pas des capitaux ; les régulations financières étaient des affaires purement



La finance est le commerce des promesses

- (1) À partir des enregistrements du congrès.
- (2) Au sens littéral, la transformation en liquide de ce qui était solide.
- (3) Devenue plus tard Banque mondiale.
- (4) Fonds monétaire international, visant les ajustements commerciaux, avec pour fonction de surveiller l'ajustement des taux de change sur le principe de la fixité des taux de change.

nationales et l'économie d'en dettement surveillait le crédit qu'on accordait aux débiteurs, source de création monétaire.

Or aujourd'hui, le regard financier change notre rapport au monde et en particulier au travail. Le travail devient moyen de faire fructifier son potentiel, son capital humain. Le souci du travailleur devient son employabilité. Tout acte social devient un capital par la vertu des réseaux, chaque décision devient un investissement dont on attend qu'il rapporte. Le capital social est l'ensemble des réseaux que l'on peut mettre en œuvre, c'està-dire la constellation des relations dont chaque partie prenante peut tirer un profit symbolique ou financier. Cette logique financière qui imprègne tout acte social nourrit une contradiction car un réseau ne peut fonctionner dans une pure logique utilitariste, il lui faut une part de gratuité, de don, en un mot de confiance. L'enjeu social est celui de la société civile dans son rapport avec la société politique: la société ne peut se passer des réseaux, au risque de voir émerger un système aux relents mafieux qui met à mal l'égalité républicaine. Face à cette situation, il s'agit de discerner des critères éthiques.

## Deux principes : subsidiarité et solidarité

Sur le terrain de la finance, les principes généraux définis par la Congrégation pour la doctrine de la foi *Liberté chrétienne et libération* se réduisent à deux et qui font système : la subsidiarité et la solidarité. Ils ne sont pas d'origine chrétienne, même s'ils ont été adoptés par la doctrine sociale de l'Église. La finance dans sa triple fonction de fournisseur de monnaie, de financement et d'assurance assume ces deux principes.

La subsidiarité a une dimension politique et économique. Dans le premier cas, l'échelon subsidiaire (littéralement celui qui est assis dessous) décide des affaires qui le concernent; l'échelon supérieur ne le fait que si



l'échelon inférieur n'en a pas les moyens ni la compétence (on retrouve ici la définition donnée par le traité de Maastricht). Dans le second cas, l'échelon supérieur fournit à l'inférieur les subsides qui lui permettent d'assumer ses responsabilités. Or la finance contribue à la réalisation de ce double impératif de la subsidiarité; en fournissant d'abord de l'argent en contrepartie de promesse, il permet de mobiliser librement la responsabilité de l'emprunteur.

Par les moyens de paiement qu'elle fait circuler et en répartissant les risques, la finance contribue également à la solidarité. Elle a comme raison d'être de donner à chacun les moyens d'exercer ses propres responsabilités. Comme tout acte économique, elle vise donc l'efficacité qui n'est pas moralement facultative. Elle se projette en permanence dans l'avenir, ce qui implique d'autres questions : qui assume les risques de cette efficacité ?

## La communauté de risques, le vrai nom de la solidarité

Monde anticipé, le monde économique est un monde risqué. Mais les risques ne sont pas les mêmes pour tous. L'éthique financière tourne autour d'un unique problème depuis l'origine de la finance moderne au XVIIIème siècle : la communauté de risques. L'exigence éthique fondamentale en finance est de s'assurer que nul n'échappe à la solidarité face au risque propre à la communauté dans laquelle il se situe. L'égalité face au risque est l'envers réel de l'idée d'égalité des chances. En fait, la mesure du risque est très difficile. Toute la finance moderne s'est édifiée sur l'idée d'égalité face au risque. L'hypothèse est que les revenus futurs sont réputés probabilisables et obéissent à la loi des grands nombres. L'idée de répartir les risques a pour corollaire que chacun joue non plus contre un partenaire singulier, mais contre le hasard qui prend le visage d'un partenaire anonyme.



responsable prend le contre-pied de la tendance à l'anonymat

## Motiver les acteurs et les citoyens

Le moteur de la transformation, c'est la motivation, ce qui fait bouger. Je voudrais relancer un vieux défi. Il est irresponsable d'agir dans l'ignorance des effets de son action. C'est ainsi que le concile de Latran a interdit l'usage de l'arbalète en 1139, sous le prétexte que l'arbalétier envoyait ses carreaux tellement loin qu'il ne pouvait voir les conséquences de ses actes. Cette interdiction pose un défi toujours d'actualité : comment agir en responsable dans un monde qu'on ne maîtrise pas ? L'économie mondialisée est incertaine. Comment être responsable si on ne peut tout prévoir?

Dans son sens traditionnel, le responsable est celui qui réduit l'incertitude. Cet idéal du responsable omniscient et capable de tout maîtriser ne serait possible que dans un monde unidimensionnel. La motivation naît de l'affrontement à cette nuit de l'esprit où le responsable reconnaît qu'il ne sait pas. Elle commence par le combat sans fin contre l'anonymat des marchés financiers. L'investisseur dit « responsable » va prendre le contre-pied de cette tendance à l'anonymat.

## Le primat de la conscience

Cette démarche fait appel à un discernement qui suppose une foi qui stimule l'intelligence. Il y a quelque chose chose à trouver, tel Abraham avant de traverser le désert qui ne sait pas où il va mais part quand même. Or le désert en finance, c'est l'obscurité de l'avenir. A la foi, s'ajoute l'espérance qui brise l'enfermement dans l'expérience passée. Le découragement naît de l'impression qu'on a tout essayé pour faire bouger les lignes, en oubliant que ce n'est pas en perfectionnant la bougie qu'on a inventé l'électricité. Reste à oser la réforme de soi-même et des institutions.

Dans cette conception non pas idéaliste mais réaliste de la personne responsable, chacun contribue ou non au bien commun en fonction de sa conscience. La consience est l'inscription dans les faits d'un principe chrétien traditionnel. La théologie morale chrétienne place en effet l'autorité de la conscience personnelle éclairée, serait-elle une conscience erronée, au-dessus de l'autorité institutionnelle, émanerait-elle des plus hautes instances religieuses.

## La finance a-t-elle pris le pouvoir?

Antoine de Salins a exposé les raisons pour lesquelles nous pouvons avoir l'impression que la finance moderne constitue la loi d'airain du capitalisme globalisé et qu'elle a pris le pouvoir sur l'économie. Il nous propose quelques critères de discernement pour plus de cohérence dans notre vie professionnelle.

a finance est un monde global. Je peux voir sur l'écran de mon ordinateur tout bariolé, le résumé de ce qui se passe dans l'économie mondiale, en temps réel. Cette sensation très forte de cette globalité s'appuie sur le progrès de la communication et de l'informatique.

## Caractéristiques de la finance

C'est un monde complètement hermétique pour les non-initiés, complexe, qui fonctionne de manière contre intuitive. Comme le dit Étienne Perrot, c'est un monde d'anticipation qui rend difficile l'évaluation de la santé réelle de l'économie. De bons chiffres aujourd'hui peuvent cacher une mauvaise performance dans six mois.

C'est un monde violent. La presse financière utilise des métaphores guerrières qui illustrent le fait que l'argent déchaîne toujours les passions.

C'est un monde apparemment non régulé. La vérité est plus nuancée si l'on se souvient qu'au XIXème siècle, l'État était beaucoup moins présent dans l'organisation du fonctionnement des marchés. Il semblerait que le monde soit aujourd'hui plus régulé qu'à cette époque.

Peut-on dire que le financier a pris le pouvoir sur l'économie réelle, l'économie physique concrète? Je répondrai par oui et non. Oui, car les financiers ont substitué, sous la pression de l'actionnaire, une logique de maximalisation du profit à court terme, au détriment d'une vision à plus long terme, plus économique, du développement de l'entreprise. Non, car la fonction financière, par les audits qu'elle propose, protège l'entreprise de beaucoup d'évolutions adverses : risques de change, optimisation des investissements.

Les financiers sont-ils les ennemis de l'entreprise vue comme une communauté de Antoine de Salins Membre du Directoire du fond de réserve pour les retraites. Co-auteur du livre Le développement moderne des activités financières au regard des exigences éthiques du christia*nisme,* éd. du Conseil pontifical Justice et Paix, Vatican, 1994.

De bons chiffres aujourd'hui peuvent cacher une mauvaise performance dans six mois

personnes, triptyque entre les salariés, les clients et les actionnaires ? Aujourd'hui les actionnaires sont les grands gagnants du système, au détriment des salariés et des clients.

Les marchés financiers ont-ils pris le pouvoir contre la démocratie ? Pour répondre, je vous livre simplement une expérience personnelle. l'étais au Ministère des finances au moment de la mise en place de l'euro. Les marchés financiers comme la presse anglo-saxonne n'y croyaient pas. Et pourtant c'est un des rares exemples, particulièrement dans notre pays, de la capacité des politiques de mener, quel que soit le gouvernement en place, une stratégie de long terme.

## Enjeux pour le citoyen

Qu'en est-il de ma relation à l'argent ? Question très importante surtout si c'est mon activité professionnelle de tous les jours. Devant ce que Paul VI nommait la « tentation de l'avarice », je me demande si je suis au clair sur cette relation bien matérielle qui témoigne de ma relation au pouvoir.

Comment peut-on répondre au défi de la redistribution des richesses que les États ne maîtrisent plus comme avant? La question est cruciale quand on sait que le capital peut voler d'une place financière à l'autre en cherchant à payer le moins d'impôts possible.

Le poids de la finance, sa capacité exceptionnelle d'innovation technique, sa grande mobilité font que la régulation politique a toujours un train de retard par rapport au financier. Il y a une course permanente entre le politique et l'économique, entre l'économique et le politique et le financier, que seule une meilleure gouvernance mondiale ou européenne permettrait de combler ou de réduire.

## Vie d'équipe : Gestion de nos biens et relations aux autres

🔌 Au fil des contributions d'Etienne Perrot et d'Antoine de Salins, nous pouvons relever des phrases fortes auj interrogent nos pratiques auotidiennes, que ce soit dans l'exercice de nos responsabilités ou plus simplement dans la gestion de nos biens. Cela a toujours un impact sur notre relation aux autres et dans notre implication dans la vie de notre société. Proposition pour une réunion d'équipe par Christian Mazars.

En équipe, nous pouvons revenir sur ces interrogations, même s'il n'est jamais simple de s'impliquer réellement dans ce type de réflexion. C'est pourtant certainement un des lieux où notre rapport à l'Evangile doit s'incarner. Un des lieux où nous avons une obligation de témoignage. Nous avons à nous aider les uns les autres pour cela. Outre le cheminement proposé ci-dessous, nous pouvons aussi nous aider de questions proposées par Antoine de Salins à la fin de son intervention.

#### 1<sup>er</sup> temps

- Une des premières questions qui nous vient à l'esprit est celle des repères ethiques dont nous pouvons nous aider pour asseoir notre pratique. Etienne Perrot se situe d'emblée à un niveau communautaire et nous propose deux mots : subsidiarité et solidarité.
- La subsidiarité est un concept majeur dans l'enseignement social de l'Église.
- → Comment l'article d'Étienne Perrot vient-il éclairer cette dimension pour nous ? Comment mettons-nous cela en pratique dans nos engagements?
- La solidarité est bien sûr à considérer dans notre société - c'est aussi dans un échange économique et financier qu'elle se construit -, mais également au niveau international car beaucoup de nos pratiques ont des incidences à ce niveau.
- → Comment dans nos choix prenons-nous en compte ces différents niveaux?

### 2<sup>ème</sup> temps

- En complément d'une recherche de repères ethiques, une question forte qui se pose à nous est celle de notre responsabilité. Etienne Perrot la formule ainsi « comment agir en responsable dans un monde qu'on ne maîtrise pas? ».
- → Dans nos engagements, sommes-nous au clair sur l'étendue du champ de nos responsabilités? Dans ce cadre, quelles sont nos marges de manœuvre?
- → Dans les lieux de décision auxquels je participe, quelle est ma contribution?

### 3<sup>ème</sup> temps

- Au fil des articles, nous pouvons relever les mots de « mutualisation », « confiance ». Des mots qui traduisent des rapports humains et qui, de ce fait, ont pour nous une résonance évangélique. Un rappel que ce qui concerne l'économie comme la finance ne peut se réfléchir en faisant abstraction de l'homme.
- → Dans le domaine économique et financier, mes décisions, mes choix prennent-ils en compte une amélioration du « vivre ensemble? »
- > Comment mes décisions, mes choix, reflètent-ils, avec une attention plus particulière, un souci de l'homme?

### Des textes pour nourrir notre réflexion

- → Le récit de la vocation d'Abraham sous l'angle que nous propose Étienne Perrot (Genèse 12/1-9)
- → Psaume 49 (48) « l'homme comblé ne dure pas »
- → Siracide 31/31-11: les richesses
- → Matthieu 25/31-40: « Qu'as-tu fait de ton frère? »

## La solidarité, une réponse chrétienne à la mondialisation

Mgr Panafieu qui avait accepté que le congrès du MCC se déroule dans son diocèse de Marseille et dont c'était la dernière intervention publique avant son départ à la retraite a prêché sur l'évangile du bon Samaritain. Il a exhorté les décideurs chrétiens à être les bons Samaritains d'un monde globalisé.

Totre société est rude et parfois cruelle. Elle est traversée de violences et de mépris. Nombreux sont les hommes et les femmes « à moitié morts » sur le bord de la route, les laissés-pour-compte, les exclus, les sans famille, les chômeurs, ceux qui sont en état de déshérence, ceux qui sont blessés dans leur corps et dans leur cœur, ceux qui ne savent pas ce que veut dire aimer, ceux qui ne sont pas respectés dans leur humanité, ceux qui sont sans espoir de lendemain, ceux qui sont en situation d'échec, bref tous ceux et celles que nous risquons de voir sans jamais les regarder.

Seigneur, qu'ai-je fait de mon frère? Ai-je conscience que c'est ton visage qui apparaît sous les traits défigurés de cette humanité?

Ce qui est étonnant dans la parabole que l'Évangile nous propose, c'est que le prêtre et le lévite, pourtant imbibés de la loi de Moïse et de la tradition du peuple élu, passent sans faire attention devant cet homme dépouillé. Il n'est

Cardinal Bernard Panafieu, Ancien archevêque de Marseille pas des leurs. Il est étranger à leurs préoccupations... Et voici qu'un Samaritain en voyage, peut-être pressé par le temps, s'approche. Il est saisi de pitié. Il panse le blessé, va jusqu'à le charger sur sa monture et le conduire à l'auberge pour l'y faire soigner.

Un Samaritain ? Un « déviant ». Il n'adore pas au temple de Jérusalem mais sur le mont Garizim..., c'est lui pourtant qui, dépassant ses préjugés, va se tourner vers l'homme meurtri et le remettre debout. Mesurons-nous le caractère scandaleux aux yeux des interlocuteurs de Jésus, de ce geste apparemment banal mais vraiment révolutionnaire, tant il va contre les tabous du temps ?

Le prochain, c'est celui dont je me fais proche. C'est celui qui ne se réduit pas à la rentabilité mais qui a une dimension d'éternité. Le prochain, c'est celui que je regarde avec le regard de Dieu et sur le visage de qui se profilent les traits de Dieu lui-même.

À la mondialisation de l'économie, il faut répondre par la globalisation de la solidarité



## Il faut refuser que l'homme soit traité comme une machine ou une marchandise

## Éthique de la dignité

Votre formation de cadres ou d'ingénieurs, les charges que vous assumez dans l'entreprise, les décisions que vous êtes amenés à prendre, les choix auxquels vous êtes acculés, les projets que vous élaborez ont des répercussions sur tous les acteurs de la société.

La morale sociale n'est jamais sans rapport avec l'idée que l'on se fait de l'homme. Pour les chrétiens, croire en un Dieu dont saint Jean nous dit qu'il est Amour induit une certaine manière de vivre en société, une lutte constante contre toutes les formes d'asservissement de l'homme par l'homme, une volonté tenace d'aider à la croissance de l'individu et des peuples. Bref, une économie au service de l'homme.

Derrière toute éthique se profile une anthropologie que le chrétien, pour sa part, puise aux sources de la Bible, dans cette expérience du rapport de Dieu à l'homme et de l'homme à Dieu, au sein de l'histoire du peuple juif dont il se reconnaît l'héritier. C'est l'anthropologie de « l'homme créé à l'image de Dieu ». Dans la problématique chrétienne en effet, loin d'être écrasé par un Dieu omnipotent, l'homme est valorisé par un Dieu qui accepte de rejoindre l'humanité dans son histoire et, en Jésus-Christ, de donner sa vie pour que tout homme ait la vie en abondance. Dès lors, selon la formule fameuse et audacieuse de saint Irénée au IIIème siècle: « Dieu se fait homme pour que l'homme devienne Dieu ».

Quelles que soient les modalités de fonctionnement des marchés économiques et financiers, cette reconnaissance de la valeur sacrée de l'homme sécrète donc une éthique de la dignité et du respect de la personne.

Dès lors, défendre l'homme dans sa profes-

sion, c'est lutter contre toutes les formes d'aliénation qui le menacent, contre sa soumission au processus de production, contre tout ce qui l'avilit et le déstructure dans son humanité au bénéfice du seul profit.

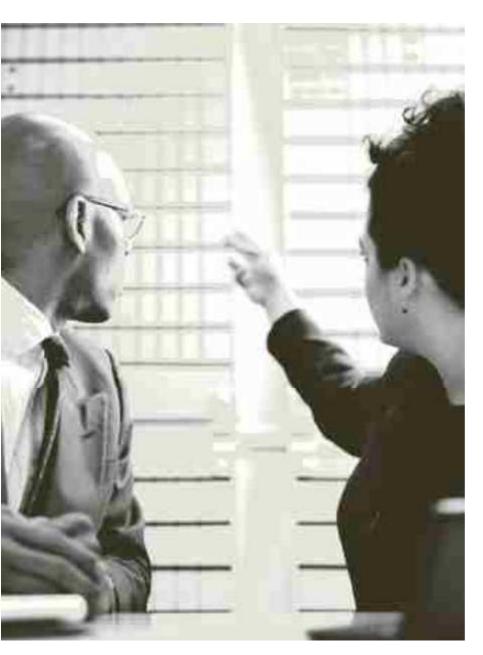
« Nous devons nous engager tous - écrivait Jean-Paul II - afin que le système économique dans lequel nous vivons ne bouleverse pas l'ordre fondamental de la priorité du travail sur le capital, du bien commun sur la propriété privée... », donc de l'homme sur l'argent. Il faut refuser que l'homme soit traité comme une machine ou une marchandise. Sa dimension spirituelle justifie qu'il soit respecté dans ses droits, sa liberté et son développement. Peuton dire aujourd'hui que, dans notre société, tous les hommes soient reconnus comme tels? Que le droit au travail soit honoré alors que tant de gens connaissent la dure réalité du chômage, et que d'autres s'appuient sur les économies parallèles, comme le trafic de stupéfiants, au mépris de toute notion de bien ou de mal?

## Goût de la responsabilité

Si, comme nous le croyons, un homme se définit par sa capacité à assumer sa responsabilité par rapport aux autres, par rapport au projet qu'il se donne ou à la mission qu'il reçoit, il doit trouver dans le monde du travail de quoi alimenter ses virtualités. Il ne peut pas être assujetti au seul rôle d'exécutant, mais il doit avoir le sentiment de participer à l'élaboration du projet et à sa réalisation. Que dire, par exemple, de la place de l'information dans l'entreprise, de la participation aux bénéfices et de ce qu'on appelle aujourd'hui les stock-options? En fait le système se gangrène lorsqu'il devient la propriété de quelques-uns. Le monde de l'économie paradoxalement perd ses forces et sa capacité d'innovation en ne donnant pas aux travailleurs et aux cadres tous leurs droits et en les réduisant à n'être que des robots.

Au goût de la responsabilité, il est nécessaire d'ajouter l'éducation au sens civique, au respect du bien commun, et donc d'accepter les règles que se donne un État pour assumer sa mission au service de tous, et notamment de comprendre le sens de l'impôt comme participation à la vie nationale, de refuser l'évasion fiscale, de travailler

Pour tirer parti de ce texte, relire l'évangile du bon Samaritain en Luc 10, 25-37 Cf aussi Responsables n° 364, juin 2005, p. 12 « La parabole du bon manager », par Tristan Lormeau.



Les choix des cadres ont des répercussions sur tous les acteurs de la société

à moraliser les flux financiers. Lorsque le marché des capitaux devient sauvage et n'obéit plus à aucune régulation, n'est-ce pas tout le corps social qui risque d'être gangrené?

## Appel à la solidarité

À la mondialisation de l'économie, il faut répondre par la globalisation de la solidarité. Car, loin de voir le fossé se combler entre la richesse et la pauvreté comme on aurait pu l'espérer, les dernières années ont révélé que les pauvres ont tendance à devenir plus pauvres et les précarités de plus en plus diversifiées dans leurs causes et leurs conséquences. Comment accepter le fait qu'en quelques minutes les startup puissent réaliser des fortunes, tandis que près de deux milliards d'hommes vivent avec moins de deux euros par jour? Il convient de mettre en place des mécanismes efficaces de correction de ces inégalités croissantes. Par exemple, la difficulté actuelle de répondre à la demande de nombreux pays sous-développés, soutenue par une grande partie de l'opinion publique mondiale, de voir leurs dettes remises et d'accompagner cette décision d'une politique économique constructive, sur place, qui réagisse contre les phénomènes de détournement ou de corruption, montre sans doute la complexité technique de la situation, mais aussi la paralysie des grandes institutions mondiales, leur absence de courage politique et leur incapacité à répondre à leur mission.

Notre temps sera-t-il celui de la solidarité ou, au contraire, creusera-t-il encore davantage le fossé entre les catégories sociales, entre les peuples, entre les continents?

Sans doute l'économie obéit-elle à des lois et connaît-elle ses propres contraintes. Mais, elle ne peut oublier, au risque de devenir une machine infernale qui s'autodétruit, qu'elle est au service de l'homme et qu'elle n'aura répondu à sa mission que lorsqu'elle permettra un plus grand épanouissement des individus et des peuples.

C'est l'utopie à laquelle nous invite l'Évangile du Christ. Cet appel doit retentir particulièrement aux oreilles des décideurs que vous êtes. Le monde d'aujourd'hui a plus que jamais besoin de « bons Samaritains ».

## Une parole qui entre en dialogue avec la trame de nos existences<sup>1</sup>

Dans les assemblées partielles, dans les ateliers débats, dans nos multiples lieux de rencontre lors de notre congrès, la parole nous appartenait. Elle partait de nous, des multiples préoccupations de notre monde, des questions de société qui nous rejoignent..., elle rencontrait d'autres paroles.

Avec la veillée et le spectacle « Audit en douce<sup>2</sup> », nous sommes entrés dans la parole que l'on reçoit, dont on se nourrit, une parole qui quelquefois nous provoque.

Pendant les temps de prière et les célébrations, nous avons accueilli la parole de Dieu, une parole qui cherche à nous rejoindre, qui cherche à habiter en nous jusqu'à devenir nôtre..., une parole qui, en nous, entre en dialogue avec ce qui fait la trame de notre existence. Une parole qui nous dispose à rencontrer l'autre en vérité. Cette parole, nous n'avons pas à la chercher, elle nous est donnée, nous avons à l'accueillir.

Des textes d'autres traditions nous ont aussi été proposés. Ils sont témoins de chemins qui peuvent mener vers Dieu. Ils peuvent, eux aussi, être signe qui fait émerger ce qui est au fond de nous. Ils deviendront pour nous source de prière.

Une prière qui se nourrit de l'accueil du frère.

Une prière qui se conduit sur un chemin d'humanité.

Christian Mazars

• (1) Introduction au temps de prière où ont été lus des textes de différentes traditions religieuses.

(2) Pièce de théâtre spécialement écrite et créée pour le congrès du MCC.

## Qui sommes-nous ? Résultats d'une enquête du MCC

Le MCC qui compte près de six mille membres a lancé une enquête auprès de ses membres. A partir des mille réponses obtenues, voici une photographie du MCC aujourd'hui. Résultat de ce que les membres ont bien voulu dire d'eux-mêmes, elle comporte une marge d'interprétation. Elle permet néanmoins d'ouvrir un débat sur les préoccupations de chacun et la mise en œuvre d'actions nouvelles.





Comme on peut le voir dans le premier graphique, l'âge et la répartition homme femme des membres sont plutôt équilibrés. Les membres du MCC sont essentiellement âgés de trente à cinquante ans et la moyenne d'âge est de quarante-huit ans (en 1994, 56 % avait plus de quarante-cinq ans). Un quart a moins de trente-cinq ans (23 % en 1994) et un quart a plus de cinquante-sept ans (16 % avait plus de soixante ans en 1994). Il y a dans l'ensemble un peu plus d'hommes que de femmes mais celles-ci sont en force chez les jeunes professionnels avec un pic à trente-quatre ans. Cette prédominance du nombre des jeunes femmes est relevée à chaque enquête.

est la quatrième fois dans l'histoire du mouvement qu'une enquête a été lancée auprès de chacun des

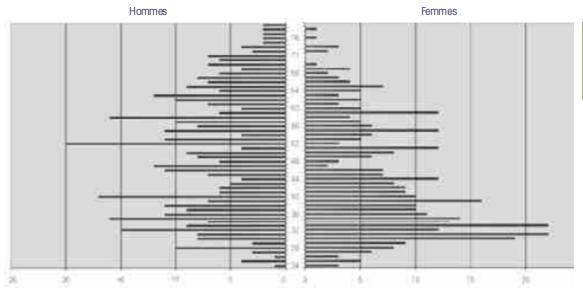
membres pour mieux connaître leur profil. Cette enquête a été confiée à la junior entreprise de l'ENSAE. Une partie des questionnaires a été collectée lors du congrès de Marseille en mai 2006, tandis qu'une interface de saisie sur internet

Emmanuelle
Flament,
membre du bureau
national du MCC,
en charge
de la réalisation
de l'enquête

### La situation familiale

Le mouvement reste un mouvement de couples (cf tableau 2), même si c'est dans une proportion moindre que précédemment : 65 % des personnes sont mariées contre 82 % en 1994. 86 % des conjoints sont dans le mouvement. Un quart des personnes sont célibataires. Près de

### 1 • Pyramide des âges des membres du MCC



La plus grande partie a entre trente et cinquante ans, un quart a moins de trente-cinq ans.



2 • Situation familiale des membres				
1	Effectif	Pourcentage		
Marié	586	65,0%		
Célibataire	233	25,8%		
Divorcé	23	2,5%		
Concubin	22	2,4%		
Veuf	21	2,3%		
Remarié	11	1,2%		
Pacsé	4	0,5%		
Concubin	2	0,2%		
Total	902	100%		

3 • Diplômes 50% 45% 40% 35% 30% 25% 20% 15% 10% 5% 0% Au-delà de BAC + 5BAC + 3Diplôme Diplôme BAC + 5inférieur au BAC étranger et + 4

la moitié des membres ont déclaré avoir des enfants à charge dont une proportion non négligeable de retraités (22 % de ceux-ci).

### Les diplômes

Les membres sont fortement diplômés (cf tableau 3) et de plus en plus, essentiellement de formation BAC + 3 à BAC + 5 : les deux tiers ont au moins une qualification égale à BAC + 5 et 90 % au moins à BAC + 3 (75 % en 1994). Parmi les plus diplômés (diplôme supérieur ou égal à Bac + 5 et/ou diplôme étranger), 57 % sont issus d'une école de commerce et 18 % d'une école d'ingénieurs.

### Les deux-tiers des membres sont cadres, sans compter les retraités

### 4 • Profession des membres

Ajde a la jecjure de ce jabicau, exemple avec la première ligne :

- 32% des chômeurs sont des hommes, 68% des châmeurs sont des femmes
- 3% des hommes sont chômeurs, 7% des femmes sont au chômage.

Chômeurs         32%         68%         4%           Agriculteurs         0%         100%         0%           Ardicens artisians, commerçants, chefs d'entreprise         10%         0%         0%           Anciens cadres         85%         15%         1%           Anciens cadres         85%         15%         1%           Artisians         0%         100%         0%           Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise         58%         42%         16%           Cadres de la fonction publique         44%         56%         9%           Cadres de la fonction publique         44%         56%         9%           Ciberts d'entreprise de 10 salariés ou plus         88%         12%         5%           Ciberts d'entreprise de 10 salariés ou plus         88%         12%         5%           Ciberts, religieux         96%         4%         3%           Ciberts, étudiants         100%         0%         1%           Elèves, étudiants         0%         10%         1%           Employés administratifs d'entreprise         34%         66%         1%           Employés civils et agents de service de la fonction publique         8%         92%         0%		Hommes	Femmes	Total
Agriculteurs         0%         10%         0%           Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise         100%         0%         0%           Anciens cadres         85%         15%         1%           Artisans         0%         100%         0%           Artisans         0%         100%         0%           Cadres administratifis et commerciaux d'entreprise         58%         42%         16%           Cadres de la fonction publique         44%         56%         9%           Cadres de la fonction publique         44%         56%         9%           Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus         88%         12%         5%           Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus         88%         12%         5%           Clergé, religieux         96%         4%         3%           Commerçants et assimilés         100%         0%         1%           Elèves, étudiants         0%         10%         1%           Employés codministratifs d'entreprise         34%         66%         1%           Employés civils et agents de service de la fonction publique         8%         22%         0%           Employés civils et agents de service de la fonction publique         8%         22% </td <td>Chômeurs</td> <td></td> <td></td> <td>4%</td>	Chômeurs			4%
Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise 100% 0% 0% 0% 0% 0% 0% 0% 0% 0% 0% 0% 0%				
Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise         100% 0% 0% 0% 0% 0% 0% 0% 0% 0% 0% 15% 15% 15% 19% 0% 19% 0% 0% 11% 00% 0% 100% 0% 11% 00% 0% 11% 00% 0% 11% 00% 0% 11% 16% 11% 11	Agriculteurs			0%
Anciens cadres		- , -	- , -	
Anciens cadres         85%         15%         1%           Artisans         0%         100%         0%           Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise         58%         42%         16%           Cadres de la fonction publique         44%         56%         9%           Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus         88%         12%         5%           Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus         88%         12%         5%           Bissistant de la saimilés         10%         4%         3%           Clergé, religieux         96%         4%         3%           Commerçants et assimilés         100%         0%         1%           Commerçants et assimilés         100%         0%         1%           Elèves, étudiants         0%         10%         1%           Employés administratifs d'entreprise         34%         66%         1%           Employés civils et agents de service de la fonction publique         8%         92%         0%           Employés civils et agents de service de la fonction publique         8%         92%         0%           Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise         34%         66%         1%           Personnes diverses sans activité professionnelle <td>Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise</td> <td></td> <td></td> <td>0%</td>	Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise			0%
Artisans 0% 0% 100% 0% 100% 0% 100% 0% 100% 0% 100% 0% 100% 0% 100% 0% 11% 100% 11% 11				
Artisans         0% 0% 17% 17%         0% 17% 17%           Cadres administratifis et commerciaux d'entreprise         58% 42% 16% 17% 16%           Cadres de la fonction publique         44% 56% 9% 11% 56% 11%           Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus         88% 12% 56% 8% 11% 17% 16%           Clergé, religieux         96% 4% 3% 56% 0% 10% 15% 10% 10% 10% 10% 10% 10% 10% 10% 10% 10	Anciens cadres			1%
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise				
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise         58% 17% 16% 16% 17% 16%           Cadres de la fonction publique         44% 56% 9%           The fis d'entreprise de 10 salariés ou plus         88% 12% 5% 11%           Chers d'entreprise de 10 salariés ou plus         88% 12% 5% 11%           Clergé, religieux         96% 4% 3% 0%           Commerçants et assimilés         100% 0% 1% 0% 1% 0%           Eives, étudiants         0% 100% 1% 0% 1%           Employés administratifs d'entreprise         34% 66% 1% 0% 1%           Employés civils et agents de service de la fonction publique         8% 92% 0% 1% 0% 1%           Employés civils et agents de service de la fonction publique         8% 92% 0% 1% 0% 1% 1% 1%           Employés civils et agents de service de la fonction publique         8% 92% 0% 1% 1% 1% 1% 1% 1% 1% 1% 1% 1% 1% 1% 1%	Artisans			0%
Cadres de la fonction publique				7.00/
Cadres de la fonction publique         44% 7% 11% 7% 111% 111%         56% 7% 111% 111%         9% 7% 111% 111%           Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus         88% 12% 5% 8% 12% 5% 8% 11% 11%         5% 8% 12% 5% 8% 12% 5% 8% 11% 5% 6% 6% 5% 0%         3% 5% 0% 15% 0%         3% 5% 0% 15% 0% 15% 0% 15% 0% 12% 12% 12% 12% 12% 12% 12% 12% 12% 12	Caares daministratifs et commerciaux d'entreprise			16%
Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus   88%   12%   5%   8%   12%   5%   88%   12%   5%   88%   12%   5%   6%   14%   3%   5%   00%   100%   5%   00%   100%				00/
Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus  88% 12% 88% 19%  Clergé, religieux  96% 44% 3%  55% 0%  Commerçants et assimilés  100% 0% 19%  Elèves, étudiants  0% 100% 100% 19%  Employés administratifs d'entreprise  34% 66% 1%  Employés civils et agents de service de la fonction publique  Employés civils et agents de service de la fonction publique  Employés de commerce  0% 100% 0%  Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise  74% 26% 27%  Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise  74% 26% 27%  Personnels des services directs aux particuliers  0% 100% 19%  Personnes diverses sans activité professionnelle  60 ans et plus (sauf retraités)  100% 19%  Personnes diverses sans activité professionnelle  60 ans et plus (sauf retraités)  100% 19%  Personnes diverses sans activité professionnelle  60 ans (sauf retraités)  100% 10%  10%  10%  10%  10%  10%  10%	Cadres de la fonction publique			9%
Clergé, religieux				===
Clergé, religieux         96% 5% 0%         4% 5% 0%           Commerçants et assimilés         100% 0% 1% 0%         1% 0%           Elèves, étudiants         0% 100% 1% 0%         1% 0%           Employés administratifs d'entreprise         34% 66% 1%         1% 0%           Employés civils et agents de service de la fonction publique         8% 92% 0% 1%         0% 1%           Employés de commerce         0% 100% 0% 1%         1%           Employés de commerce         0% 100% 0% 0%         1%           Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise         74% 26% 27% 35% 16%         26% 27% 35% 16%           Personnels des services directs aux particuliers         0% 100% 1%         1%           Personnes diverses sans activité professionnelle         57% 43% 1%         1%           de 60 ans et plus (souf retraités)         1% 1%         1%           Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités)         0% 100% 1%         1%           Policiers et militaires         100% 0% 0% 0%         1%           Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés         4% 96% 2%         2%           Professeurs, professions scientifiques         26% 74% 6%         3%           Professions intermédiaires administratives         36% 64% 3%         3%           et commer	Chets d'entreprise de 10 salariés ou plus			5%
Commerçants et assimilés				
Commerçants et assimilés         100% 1% 0%         1% 0%           Elèves, étudiants         0% 100% 0%         1%           Employés administratifs d'entreprise         34% 66% 1% 0% 1%           Employés civils et agents de service de la fonction publique         8% 92% 0% 1%           Employés de commerce         0% 100% 0% 1%           Employés de commerce         0% 100% 0% 1%           Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise         74% 26% 27% 35% 16%           Personnels des services directs aux particuliers         0% 100% 1%           Personnes diverses sans activité professionnelle         57% 43% 1% 1% 1% 1% 1%           Dersonnes diverses sans activité professionnelle         57% 43% 1% 1% 1% 1% 1% 1% 1% 1% 1% 1% 1% 1% 1%	Clergé, religieux			3%
Elèves, étudiants				
Elèves, étudiants         0%         100%         1%           Employés administratifs d'entreprise         34%         66%         1%           Employés civils et agents de service de la fonction publique         8%         92%         0%           Employés de commerce         0%         10%         0%         1%           Employés de commerce         0%         100%         0%         0%           Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise         74%         26%         27%           Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise         35%         16%         27%           Personnels des services directs aux particuliers         0%         100%         1%           Personnes diverses sans activité professionnelle         57%         43%         1%           de 60 ans et plus (sauf retraités)         1%         1%         1%           Personnes diverses sans activité professionnelle         0%         100%         1%           de moins de 60 ans (sauf retraités)         0%         10%         1%           Policiers et militaires         100%         0%         1%           Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés         4%         96%         2%           Professeurs professions scientifiques         26% <td< td=""><td>Commerçants et assimilés</td><td></td><td></td><td>1%</td></td<>	Commerçants et assimilés			1%
Employés administratifs d'entreprise 34% 66% 1% 66%				
Employés administratifs d'entreprise  Employés civils et agents de service de la fonction publique  Employés civils et agents de service de la fonction publique  Employés de commerce  O% 100% 1%  Employés de commerce  O% 100% 0%  Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise  74% 26% 27%  85% 16%  Personnels des services directs aux particuliers  O% 100% 1%  Personnes diverses sans activité professionnelle  60 ans et plus (sauf retraités)  Personnes diverses sans activité professionnelle  60 ans et plus (sauf retraités)  Personnes diverses sans activité professionnelle  60% 100% 1%  Personnes diverses sans activité professionnelle  60% 100% 1%  Personnes diverses sans activité professionnelle  60% 100% 1%  Personnes diverses sans activité professionnelle  60% 100% 0%  60% 1%  Professeurs de 60 ans (sauf retraités)  Policiers et militaires  100% 0%  0%  100% 0%  100% 1%  Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés  4% 96%  6%  Professeurs, professions scientifiques  26% 74% 6%  8%  Professions de l'information, des arts et des spectacles  25% 75% 1%  6%  Professions intermédiaires administratives  et commerciales des entreprises  2% 4%  Professions intermédiaires de la santé et du travail social  5% 95%  3%  Professions libérales  49% 51%  7%  Retraités  74% 26%  8%  Techniciens	Elèves, étudiants	- , -		1%
Employés civils et agents de service de la fonction publique         0%         1%           Employés de commerce         0%         10%           Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise         74%         26%         27%           Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise         74%         26%         27%           Personnels des services directs aux particuliers         0%         100%         1%           Personnes diverses sans activité professionnelle         57%         43%         1%           de 60 ans et plus (sauf retraités)         1%         1%         1%           Personnes diverses sans activité professionnelle         0%         100%         1%           de moins de 60 ans (sauf retraités)         0%         100%         1%           Policiers et militaires         100%         0%         0%           Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés         4%         96%         2%           Professeurs, professions scientifiques         26%         74%         6%           Professions de l'information, des arts et des spectacles         25%         75%         1%           Professions intermédiaires administratives         36%         64%         3%           et commerciales des entreprises         2%         4%      <				
Employés civils et agents de service de la fonction publique         8% 0% 1% 1% 1% 0% 1% 0% 100% 0% 100% 0% 0% 0% 0% 0% 0% 0% 0% 0% 0% 0% 0%	Employés administratifs d'entreprise			1%
Employés de commerce				
Employés de commerce         0%         0%         0%           Ongénieurs et cadres techniques d'entreprise         74%         26%         27%           Personnels des services directs aux particuliers         0%         100%         1%           Personnes diverses sans activité professionnelle         57%         43%         1%           de 60 ans et plus (sauf retraités)         1%         1%         1%           Personnes diverses sans activité professionnelle         0%         100%         1%           de moins de 60 ans (sauf retraités)         0%         1%         1%           Policiers et militaires         100%         0%         1%           Policiers et militaires         100%         0%         0%           Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés         4%         96%         2%           Professeurs, professions scientifiques         26%         74%         6%           Professions de l'information, des arts et des spectacles         25%         75%         1%           Professions intermédiaires administratives         36%         64%         3%           et commerciales des entreprises         2%         4%           Professions libérales         49%         51%         7%           Retrai	Employés civils et agents de service de la fonction publique			0%
Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise   74%   26%   27%   35%   16%   16%   100%   1				
Personnels des services directs aux particuliers   74%   26%   35%   16%   16%   100%   1%   100%   1%   100%   1%   1	Employés de commerce			0%
Personnels des services directs aux particuliers   0%   100%   1%   10%   1%   0%   1%   1				
Personnels des services directs aux particuliers         0% 0% 1%         100% 1%           Personnes diverses sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités)         1% 1%         1%           Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités)         0% 100% 1%         1%           Policiers et militaires         100% 0% 1%         0%         1%           Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés         4% 96% 2%         2%           Professeurs, professions scientifiques         26% 74% 6%         6%           Professions de l'information, des arts et des spectacles         25% 75% 1%         6%           Professions intermédiaires administratives         36% 64% 3%         3%           et commerciales des entreprises         2% 4%         95% 3%           Professions libérales         49% 51% 7%         7%           Retraités         74% 26% 8%           Techniciens         22% 79% 0%         7%	Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise			27%
Personnes diverses sans activité professionnelle   57%   43%   1%   de 60 ans et plus (sauf retraités)   1%   1%   1%   1%   1%   1%   1%   1				
Personnes diverses sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités)         57% 1%         43% 1%           Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités)         0% 100% 1%         1%           Policiers et militaires         100% 0% 0% 1%         0%         0%           Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés         4% 96% 2%         2% 0% 4%           Professeurs, professions scientifiques         26% 74% 6% 3% 10%         6% 3% 10%           Professions de l'information, des arts et des spectacles         25% 75% 1% 6% 2% 2% 2% 2% 2% 2% 2% 2% 2% 2% 2% 2% 2%	Personnels des services directs aux particuliers			1%
de 60 ans et plus (sauf retraités)         1%         1%           Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités)         0%         100%         1%           Policiers et militaires         100%         0%         0%         0%           Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés         4%         96%         2%           Professeurs, professions scientifiques         26%         74%         6%           Professions de l'information, des arts et des spectacles         25%         75%         1%           Professions intermédiaires administratives         36%         64%         3%           et commerciales des entreprises         2%         4%           Professions intermédiaires de la santé et du travail social         5%         95%         3%           Professions libérales         49%         51%         7%           Retraités         74%         26%         8%           Techniciens         22%         79%         0%		- , -		
Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités)         0%         10%         1%           Policiers et militaires         100%         0%         0%         0%           Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés         4%         96%         2%           Professeurs, professions scientifiques         26%         74%         6%           Professions de l'information, des arts et des spectacles         25%         75%         1%           Professions intermédiaires administratives         36%         64%         3%           et commerciales des entreprises         2%         4%           Professions intermédiaires de la santé et du travail social         5%         95%         3%           Professions libérales         49%         51%         7%           Retraités         74%         26%         8%           Techniciens         22%         79%         0%				1%
de moins de 60 ans (sauf retraités)         0%         1%           Policiers et militaires         100%         0%         0%           Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés         4%         96%         2%           Professeurs, professions scientifiques         26%         74%         6%           Professions de l'information, des arts et des spectacles         25%         75%         1%           Professions intermédiaires administratives         36%         64%         3%           et commerciales des entreprises         2%         4%           Professions intermédiaires de la santé et du travail social         5%         95%         3%           Professions libérales         49%         51%         7%           Retraités         74%         26%         8%           Techniciens         22%         79%         0%				
Policiers et militaires				1%
Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés				
Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés         4% 0% 4% 0% 4% 0% 4% 0% 4% 0% 0% 4% 0% 0% 4% 0% 0% 0% 0% 0% 0% 0% 0% 0% 0% 0% 0% 0%	Policiers et militaires			0%
Professeurs, professions scientifiques         26%         74%         6%           Professeurs, professions scientifiques         26%         74%         6%           3%         10%         10%         10%           Professions de l'information, des arts et des spectacles         25%         75%         1%           Professions intermédiaires administratives         36%         64%         3%           et commerciales des entreprises         2%         4%           Professions intermédiaires de la santé et du travail social         5%         95%         3%           Professions libérales         49%         51%         7%           Retraités         74%         26%         8%           Techniciens         22%         79%         0%			- , -	
Professeurs, professions scientifiques         26% 3% 10%           Professions de l'information, des arts et des spectacles         25% 75% 0% 2%           Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises         36% 64% 3% 4%           Professions intermédiaires de la santé et du travail social 0% 7%         5% 95% 3% 6% 51% 7% 6% 9%           Professions libérales         49% 51% 7% 6% 9% 6% 9% 6% 9% 6% 9% 6% 9% 6% 9% 6% 9% 6% 9% 6% 9% 6% 9% 6% 9% 6% 9% 6% 9% 6% 9% 6% 9% 6% 9% 6% 9% 6% 9% 6% 9% 6% 6% 9% 6% 6% 9% 6% 6% 9% 6% 6% 9% 6% 6% 9% 6% 6% 9% 6% 6% 9% 6% 6% 9% 6% 6% 9% 6% 6% 9% 6% 6% 9% 6% 6% 9% 6% 6% 9% 6% 6% 9% 6% 6% 6% 9% 6% 6% 6% 9% 6% 6% 6% 9% 6% 6% 6% 9% 6% 6% 6% 9% 6% 6% 6% 9% 6% 6% 6% 9% 6% 6% 6% 9% 6% 6% 6% 9% 6% 6% 6% 6% 6% 6% 6% 6% 6% 6% 6% 6% 6%	Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés			2%
Name				
Professions de l'information, des arts et des spectacles         25% 0% 2%         75% 0% 2%           Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises         36% 64% 3% 4%         4%           Professions intermédiaires de la santé et du travail social 0% 7%         5% 95% 3% 0% 7%           Professions libérales         49% 51% 7% 6% 9%           Retraités         74% 26% 8% 11% 5%           Techniciens         22% 79% 0%	Professeurs, professions scientifiques	26%	74%	6%
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises         36% et commerciales des entreprises         4% et commerciales des entreprises         4% et commerciales des entreprises         5% et commerciales des entreprises         5% et commerciales des entreprises         5% et commerciales et du travail social et du travail		3%	10%	
Professions intermédiaires administratives         36%         64%         3%           et commerciales des entreprises         2%         4%         4%           Professions intermédiaires de la santé et du travail social         5%         95%         3%           Professions libérales         49%         51%         7%           Retraités         74%         26%         8%           Techniciens         22%         79%         0%	Professions de l'information, des arts et des spectacles	25%	75%	1%
et commerciales des entreprises         2%         4%           Professions intermédiaires de la santé et du travail social         5%         95%         3%           0%         7%         0%         7%           Professions libérales         49%         51%         7%           6%         9%         8%           Retraités         74%         26%         8%           11%         5%         1           Techniciens         22%         79%         0%				
Professions intermédiaires de la santé et du travail social         5% 0% 7%         95% 7%           Professions libérales         49% 51% 6% 9%         7%           Retraités         74% 26% 8% 11% 5%         8%           Techniciens         22% 79% 0%	Professions intermédiaires administratives	36%	64%	3%
O%         7%           Professions libérales         49%         51%         7%           6%         9%         6%         9%           Retraités         74%         26%         8%           11%         5%         1           Techniciens         22%         79%         0%	et commerciales des entreprises			
Professions libérales         49% 51% 7% 6% 9%           Retraités         74% 26% 11% 5%           Techniciens         22% 79% 0%	Professions intermédiaires de la santé et du travail social	5%	95%	3%
Retraités         74% 26% 8% 11% 5%           Techniciens         22% 79% 0%				
Retraités         74% 26% 11% 5%           Techniciens         22% 79% 0%	Professions libérales	49%	51%	<b>7</b> %
11%         5%           Techniciens         22%         79%         0%		6%	9%	
Techniciens 22% 79% <b>0</b> %	Retraités			8%
== /-				
0% 1%	Techniciens	22%	79%	0%
		0%	1%	

### Les professions et secteurs d'activité

67 % des personnes sont cadres, 11 % exercent des professions intermédiaires et 9 % sont des retraités (cf tableau 4). Cette proportion est très semblable aux données de 1994.

Ils sont ingénieurs et cadres techniques d'entreprise (26,4%), cadres administratifs et commerciaux (16,2%) ou, dans une moindre mesure, cadres de la fonction publique (8,7%). La situation professionnelle des femmes - qui constituent 68% du poste chômage et 78% de la catégorie sans activité professionnelle - est moins favorable.

Les secteurs d'activités les plus représentés sont la santé, l'industrie manufacturière et l'action sociale ainsi que l'éducation. Les femmes sont majoritaires dans les secteurs de l'éducation, la santé et les médias. (cf. tableau 5). 60 % des membres travaillent dans un univers uniquement français.

#### Les revenus

L'analyse des revenus des membres a mis en avant une grande diversité des revenus liée au secteur d'activité, au poste et à l'âge de l'individu. Comme la population française, les revenus des individus sont donc assez hétérogènes. Les revenus des hommes sont en moyenne légèrement supérieurs à ceux des femmes, mais l'écart n'est pas significatif. Il est difficile de tirer des enseignements plus précis sur les revenus, puisque plus d'un tiers des membres n'a pas souhaité s'exprimer sur cette question. La réticence à exprimer ses revenus est plus forte que la réticence à affirmer ses opinions politiques.

## Engagements et sensibilité politique des membres

### Sensibilité politique

Les membres expriment majoritairement une sensibilité politique de droite : l'UDF et l'UMP sont citées respectivement par 31 % et 26 % des personnes contre 18 % pour le PS. 19 % des personnes n'ont pas souhaité répondre à cette question. La sensibilité politique ne semble pas varier selon les hommes ou les femmes. L'attachement au parti de centre droit est toujours

Les secteurs les plus représentés sont la santé, l'industrie manufacturière et l'action sociale

5 • Secteurs d'activités	
Santé et action sociale	20%
Industrie manufacturière	20%
Education	10%
Activités financières	6%
Administration publique	6%
Transports et communications	6%
Immobilier, location et services aux entreprises	4%
Activités religieuses	3%
Agric., chasse, sylviculture, pêche, aquacult., serv. annexes	3%
Construction	3%
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	3%
Services collectifs, sociaux et personnels	3%
Commerce ; réparations auto. et articles domestiques	2%
Culture, médias	2%
Industries extractives	2%
Activités des ménages	0%
Hôtels et restaurants	0%

### Les membres du MCC sont fortement impliqués en paroisse

6 • Autres implication	ons des membres		
		oui	Non
Engagements en paroisse		44%	<b>56</b> %
dont	groupes de paroisse	63%	37%
	gestion	18%	82%
	catéchèse, baptême, préparation au mariage	43%	57%
Autres mouvements d'Église		<b>26</b> %	74%
ENGAGEMENTS POLITIQUES		3,0%	97,0%
dont	mandat électif	34%	66%
	militant	71%	29%
ENGAGEMENTS SYNDICAUX		8,5%	91,5%
dont	mandat électif	42%	58%
	militant	65%	35%
ASSOCIATION CULTURELLE		18%	<b>82</b> %
ASSOCIATION SPORTIVE		11%	89%
ASSOCIATION SOCIALE D'AIDE À LA REC	HERCHE D'EMPLOI	8%	92%
ASSOCIATION SOCIALE AUTRE		17%	83%
AIDE HUMANITAIRE		10%	90%
AUTRE ENGAGEMENT		1 <b>7</b> %	83%

marqué, mais moins que par le passé (34 % pour le CDS en 1994).

Les membres affirment un sentiment européen très fort puisque 86 % d'entre eux ont voté « oui » au référendum sur la Constitution européenne, avec une proportion plus faible chez les moins de vingt-cinq ans (seulement deuxtiers de oui).

### Pratique religieuse

95 % des membres déclarent assister à la messe dont une bonne moitié au moins une fois par semaine (les 3/4 en 1994). Les moins pratiquants semblent être dans la tranche d'âge trente/quarante ans. On constate ainsi que même un mouvement d'église comme le MCC est touché par la baisse de la pratique religieuse. Par ailleurs, 86 % des membres participent à d'autres événements comme les retraites ou les pèlerinages. Le mouvement compte près de 2 % de protestants.

### **Engagements**

Les membres sont fortement impliqués en paroisse (44 % ont des engagements en Église) ou dans d'autres mouvements d'Église et très faiblement engagés dans des activités politiques ou syndicales (cf tableau 6). Comme dans la précédente enquête, les engagements associatifs concernent majoritairement le secteur social (aide à la recherche d'emploi, aide humanitaire ou autre). Viennent ensuite les associations culturelles ou sportives.

### La vie du mouvement

### L'entrée au MCC

L'entrée au MCC (cf tableau 7) s'effectue essentiellement par relation personnelle. Parmi les autres moyens d'entrée, on note la prédominance de CGE (chrétiens en grande école) ou de la paroisse. Il ne semble pas y avoir de réelle diversité dans le recrutement, qui s'effectue de manière négligeable par le monde du travail (4 %, surtout des femmes contre 6% en 1994), ce qui ne manque pas de poser question sur la mission du MCC. Il faut noter aussi que les week-ends d'accueil ne représentent que 6% des entrées.



Près de la moitié des membres sont ou ont été responsables d'équipe

8 • Implication des membres dans le MCC			
	Effectif	Pourcentage	
Membre d'équipe	883	89%	
Accompagnateur religieux	43	4%	
Membre sans équipe	36	3%	
Accompagnateur laïc	29	3%	
Pas d'implication particulière	5	1%	
Total	996	100%	

9 • Responsabilités passées ou présentes des membres			
	oui	non	
Responsable d'équipe	47%	53%	
Responsable de secteur	19%	81%	
Responsable de région	11%	89%	
Responsabilité autre	16%	84%	
<u>Total</u>	23%	77%	
Envisagez-vous de prendre une autre responsabilité ?			
(3% des individus n'ont pas scuhaité répondre)	25%	<b>72</b> %	

#### 7 • Comment avez-vous connu le MCC? Effectif Pourcentage Relation personnelle 557 56% Week-end d'accueil 6% Relation professionnelle 40 4% Autre (journée régionale, congrès ...) 29 3% 181 18% 11% Contact direct avec le MCC 108 Sur internet, par la presse 2%

### L'ancienneté et l'implication dans le MCC

997

100

L'ancienneté des membres est plut ôt hétérogène puisque 25 % des membres sont entrés avant 1987 et 25 % depuis moins de quatre ans (31 % en 1994).

L'implication au sein du mouvement est importante. En effet, près de la moitié des membres sont ou ont été responsables d'équipe (cf. tableaux 8 et 9) mais cette appréciation est à nuancer par le fait que le congrès attire a priori les plus motivés. La proportion diminue si on considère la prise en charge d'un secteur ou d'une région. Sans doute faut-il s'inquiéter du fait que près des trois quarts des membres déclarent ne plus vouloir prendre de nouvelles responsabilités. Enfin, les hommes sont plus impliqués dans la prise de responsabilité que les femmes.

### La vie d'équipe

Total

Sans surprise, les membres déclarent un attachement plus fort à leur vie d'équipe (91 % sont assez satisfaits ou très satisfaits) qu' au mouvement lui-même. L'appréciation portée sur le mouvement est particulièrement contrastée puisque certains s'expriment très nettement (60 % de très satisfaits) tandis que les autres ne répondent pas à la question ou sont, pour 13 % d'entre eux, pas très ou pas du tout satisfaits. Si l'on se souvient que les personnes qui ont répondu à l'enquête font partie des plus motivées, on peut supposer que le sentiment général à l'égard du mouvement est en deçà de l'appréciation ici relevée.

Les membres sont majoritairement concernés par des thèmes relatifs au monde professionnel (60 %) comme par exemple le management,

10 • Utilisation des moyens de communication du MCC				
	Régulièrement	Occasionnellement	Jamais	Non renseigné
Site internet	4,9%	52,1%	42,3%	0,7%
Journal Responsables	47,3%	42,7%	8,5%	1,6%
La Lettre Internationale	3,7%	12,9%	54,5%	28,9%
Les Bulletins régionaux	16,5%	17,7%	54,6%	11,3%
Total	18,1%	31,3%	40,0%	10,6%

Plus de la moitié des
responsables d'équipe utilisent
le journal pour l'animation
des réunions
16

11 • Attentes vis-à-vis de Responsables				
	oui	non		
Plus de témoignages	32%	68%		
Plus de réflexions	23%	77%		
Plus d'informations	20%	80%		
Plus de spiritualité	17%	83%		
Plus de formations	15%	85%		
Plus autre	7%	93%		
Indicateur attente :	19,56%			

l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, être chrétien en entreprise, la responsabilité, le licenciement, les relations au travail, l'argent. Les thèmes spirituels les plus souvent cités sont concentrés autour de la prière, du pardon, de la foi, de la lecture de l'Évangile.

La participation aux manifestations organisées par le MCC est inégale: importante pour les journées de secteurs qui ont attiré plus des deux tiers des répondants, beaucoup plus faible pour les journées nationales décentralisées (28 % déclarent y avoir participé). Quant à la participation au congrès de Marseille (60 % des répondants), elle est bien supérieure à l'implication réelle des membres du MCC pour ce type d'événement.

Ouverts à d'autres mouvements, les membres du MCC ont, pour près de la moitié d'entre eux, participé à des rencontres avec d'autres structures et sont prêts à renouveler l'expérience.

### Les moyens de communication

Le journal *Responsables* est l'un des moyens de communication du mouvement les plus utilisés (cftableaux 10 et 11). En effet, parmi les membres qui ont répondu aux questions sur le journal, la plupart lisent au moins occasionnellement *Responsables*, et ils ne sont que 8 % à ne jamais l'ouvrir (6 % en 1994). 3 % n'ont pas répondu à cette question, essentiellement des

femmes. Plus de la moitié des chefs d'équipe utilisent le journal pour l'animation des réunions. L'intérêt pour le journal croît avec l'âge. Enfin, 11 % des membres ont déjà écrit au moins un article, mais ce chiffre est peut-être surévalué.

Les bulletins régionaux rencontrent eux aussi un certain succès même s'il est plus faible.

Peu de personnes se sont exprimées sur la Lettre internationale qui connaît un déficit de notoriété préoccupant.

Enfin le site internet est utilisé occasionnellement par plus de la moitié des membres mais ceux qui déclarent ne jamais le consulter sont nombreux (42 %). Il est probable que dans leurs réponses, les membres aient mélangé le site du mouvement et le site du congrès.

### Conclusion

Il ne semble pas y avoir d'érosion dans le recrutement des membres du mouvement qui compte toujours beaucoup de jeunes. Il est très positif de constater que la vie d'équipe apporte pleine satisfaction à ses membres. En revanche, l'animation du mouvement paraît lointaine à de nombreux membres et repose sur un groupe de personnes beaucoup plus restreint. Le mouvement semble assez homogène, mais on peut s'interroger sur son rayonnement réel, en particulier dans l'entreprise, et sur le renouvellement de son animation.

# Le rôle des accompagnateurs spirituels au MCC



Christian Mazars
 Prêtre diocésain
 du Val-de-Mame.
 En charge de la
 formation au MCC

• (1) Charte du MCC, cf. Responsables n°371,

p. 23 ou sur le site

du MCC.

- (2) Le MCC propose une session annuelle de formation à tous les accompagnateurs d'équipe et des modules de formation à l'accompagnement. Renseignements: 01 42 22 59 57.
- (3) Cf. « Un accompagnateur laïc témoigne », p. 42.
- (4) Cf note 1.
- (5) Cf note 1.

Ils nous accompagnent dans nos réunions d'équipe et jouent une indispensable partition pour que chacun soit à l'écoute de l'autre et du Christ et que l'harmonie soit là. Mais connaissons-nous vraiment la mission des accompagnateurs au MCC ? Qu'ils soient laïcs, prêtres ou religieux, hommes ou femmes, ils répondent avant tout à un appel de l'Église et recoivent une formation du MCC.

e mouvement se propose d'apporter à ses membres un soutien humain et spirituel pour progresser dans la foi 1». L'équipe est un des lieux où la foi au Christ se personnalise, se

dynamise dans l'intelligence des situations humaines et professionnelles. La foi en Jésus-Christ est à la fois critique des comportements de chacun et chemin pour une meilleure connaissance de Dieu. Effectivement, les partages vécus dans les réunions provoquent des déplacements dans l'intelligence des situations comme dans la connaissance de Dieu, et cela, par la pratique du discernement

dans le Christ et les engagements. Les accompagnateurs de nos équipes sont au service de cette démarche.

### Appelés par le MCC

Ils sont envoyés par le mouvement, la mission qu'ils reçoivent leur donne une place plus particulière dans nos équipes. Ce sont des frères, hommes et femmes, - laïcs, prêtre ou religieux - au service de leurs frères. Ils sont là au titre de leur baptême et de leur confirmation comme témoins des chemins que l'Évangile peut faire dans la vie d'homme. Leur présence est constitutive de la proposition du MCC à nos équipes comme à chacun de ses membres.

Leur tâche est de sensibiliser les équipes à la présence du Christ. Une présence qui se joue dans le quotidien le plus banal, aussi bien dans le milieu professionnel que familial, qu'à

travers les relations aux autres dans les situations de l'entreprise et de la société. Beaucoup d'événements ressortent ainsi de ce quotidien lorsque nos partages nous permettent de découvrir cette présence du Christ comme une graine semée en notre terre.

C'est pour permettre cette lecture de notre quotidien que le mouvement appelle des hommes et des femmes à se

former à l'accompagnement<sup>2</sup>. Il leur propose aussi, qu'ils soient prêtres, diacres, religieuses, religieux, ou laïcs, de se retrouver régulièrement pour réfléchir à la façon dont ils nous accompagnent dans les réalités humaines qui nous sollicitent et que nous partageons toutes et tous.

Le témoignage qui suit³, celui d'un accompagnateur laïc, nous aide à revisiter la vie de nos équipes pour qu'elles soient vraiment ce lieu de « soutien humain et spirituel⁴» où « nous progressons ensemble dans la foi, pour devenir personnellement et collectivement témoins du Christ et messagers de sa Bonne Nouvelle où nous vivons⁵». ●

Sensibiliser chacun à la présence du Christ qui se joue dans le quotidien le plus banal

# Un accompagnateur laïc **témoigne**

🔌 Mouvement de laïcs, le MCC compte de nombreux accompagnateurs laïcs. C'est même une de ses spécificités. Xavier Duclaux accompagne l'équipe « Boule et Bill » de Boulogne dans les Hauts-de-Seine depuis le mois de juin 2006. Il a succédé dans ce service à un autre accompagnateur laïc. Françoise Brunelle l'a rencontré.



**Xavier Duclaux** Retraité, accompagnateur au MCC

Calmer ses pulsions intérieures, faire silence pour discerner ce que dit l'autre

(1) Cf. Responsables n°370, p. 27

### Xavier, en quoi consiste ton rôle?

Notre aumônier national dit qu'un accompagnateur est un être un peu difforme, muni d'une énorme oreille et d'un grand cœur.

Par rapport aux membres de l'équipe, je prends un peu de recul. J'écoute, j'essaie de discerner où souffle l'Esprit Saint, de trouver le passage d'Évangile qui convient. Après l'écoute d'un texte, parfois, il se fait un grand silence dans l'équipe et la discussion change de ton, devient plus authentique.

### Comment l'es-tu retrouvé accompagnateur?

J'avais fait avec ma femme une session à Saint-Jean-de-Sixt sur l'écoute. C'est quelque chose qui m'intéresse vraiment et qui me sert dans la Conférence Saint-Vincent-de-Paul dans laquelle je me suis engagé: ne pas faire de bruit, calmer ses pulsions intérieures, faire silence pour discerner ce que dit l'autre, ce qu'il dit vraiment derrière l'expression apparente, être le plus discret possible pour favoriser l'apparition de l'Esprit Saint et le bonheur de chacun.

Et puis il y a eu un appel qui m'a été lancé par Dominique Guibé, lui-même accompagnateur. Comme je suis retraité, j'ai du temps et j'ai tendance à répondre « oui » aux appels. Je pense que si on est appelé, c'est qu'on en est digne et qu'avec un peu de méthode et d'exercices (il y a des techniques qui s'apprennent) on peut faire des progrès dans l'écoute.

### As-lu eu une formation pour le préparer à ce rôle ?

Oui, j'ai suivi au MCC une formation initiale de six soirées avec sept participants. Ils sont tous très différents, mais pleins de tonus spirituel et ont une vie spirituelle riche. Les autres avaient

déjà commencé leur travail d'accompagnateurs et mettaient sur la table leurs expériences. Plusieurs thèmes ont ainsi été étudiés d'une manière interactive, comme « le conflit dans l'équipe », « comment choisir une parole d'Évangile » ou « la place de la prière dans la vie d'équipe ».

Aujourd'hui, nous restons en contact et notre formation se poursuit avec les rencontres annuelles d'accompagnateurs organisées par le MCC.

Certains membres du MCC s'inquiètent à l'idée d'être accompagnés par un laïc et non plus par un prêtre comme autrefois. Penses-tu qu'un laïc p isse être un aussi bon accompagnateur qu'un prêtre?

J'ai en effet entendu parler d'une équipe qui avait mal réagi à l'arrivée d'un accompagnateur laïc en remplacement d'un prêtre âgé.

Mais je ne crois pas que la distinction entre prêtre et laïc soit pertinente dans le domaine de l'évangélisation. L'Église, c'est le peuple de Dieu. C'est une des choses que j'ai apprises du concile Vatican II. Ce n'est pas la théologie qui emporte la conviction. Moi-même, j'ai été plus transformé par le témoignage de laïcs qui étaient de vrais saints que par des prêtres.

S'il y a des résistances c'est que nous restons conditionnés par des siècles d'histoire où régnait une forte distinction entre le clergé, pasteur du troupeau, et les laïcs. D'aucuns pensent toujours que certains rôles sont réservés aux clercs, ce qui n'est pas vrai en dehors des rôles liturgique et sacramentel. Il faut généralement un siècle pour qu'un concile soit digéré par ceux qui ne réagissent pas par un schisme!

## Hommage à René-Yves Blanchard

Les obsèques du Père René-Yves Blanchard, ancien aumônier diocésain de la région Pays de Loire du MCC, ont été célébrées le 1<sup>er</sup> décembre 2006 à Sainte-Thérèse à Nantes. Jean-Pierre Peuzé, membre de son équipe, dit sa reconnaissance.

### Mais les prêtres ont fait de longues études en théologie et en philosophie...

En fait, pour être accompagnateur, il n'est pas besoin de longues années d'études de théologie ou de psychologie. De bonnes notions de base me paraissent suffire ainsi qu'une bonne familiarité avec l'Écriture pour trouver les textes qui conviennent.

Pour ma part, comme je m'intéressais à l'Histoire, une fois retraité, j'ai cherché à suivre des cours dans ce domaine et l'Esprit Saint m'a fait tomber sur une offre de cours d'Histoire de l'Église à la l'Institut catholique de Paris. Cela m'a conduit à la théologie. Ensuite au centre Sèvres, les facultés jésuites de Paris, j'ai suivi des modules philosophiques, traitant par exemple de la question : « que peut-on affirmer de Dieu en tant que philosophe? » ou de Thomas d'Acquin et concernant un auditoire très divers de religieux, laïcs, français et étrangers. Ma foi s'est aussi nourrie des livres du père Varillon qui parle du Dieu de l'humilité. Maintenant, je trouve important de pouvoir transmettre à mon équipe la doctrine sociale de l'Église et j'ai lu cet été le Compendium<sup>1</sup> sur cette pensée.

### Comment perçois-tu le fruit de ta mission?

Il s'agit d'éviter que l'équipe en reste à une discussion générale qui n'engage personne (par exemple sur le racisme).

Je suis très heureux quand quelqu'un progresse dans la connaissance de Dieu, dans le rapprochement de ses actes et de son discours, quand quelqu'un prend une décision difficile au nom de sa foi à la suite d'une réunion, pour se rapprocher de sa finalité profonde d'homme ou de femme créé à l'image et à la ressemblance de Dieu.



ené-Yves, tu as eu une vie bien remplie : vicaire, instituteur, sociologue, responsable du centre catéchétique, gérant de la Librairie Siloë, formateur biblique au Cerf. Tu as participé à la création de bandes dessinées catéchétiques « Fais jaillir la vie ». Animateur de récollections, rigoureux et pédagogue, tu étais apprécié pour tes exposés clairs et bien structurés d'homme de foi.

Tu as commencé le MCC en 1973 et tu en as été aumônier pendant plus de vingt ans avec un temps fort pour tous : l'organisation du congrès national MCC de Nantes en décembre

Dans l'équipe, nous t'appréciions beaucoup pour tes qualités d'écoute, d'ouverture d'esprit, d'analyse, de discernement, éclairant notre réflexion de ta foi. Tu nous conduisais sur les chemins du Christ de manière non conventionnelle, inattendue, parfois déstabilisante. Nous apprécions ton côté moderne, étonnant, celui d'un intellectuel passionné par la Bible, qui avait bien les pieds sur terre. Tu savais nous projeter plus loin dans la réflexion.

Nous avons, ensemble, partagé notre vie familiale, amicale, sociale et professionnelle, comme tu le faisais avec d'autres mouvements. Nous t'aimions bien. L'équipe, c'était, aussi, un peu, ta famille.

Nous gardons en mémoire, avec affection, ton rire tonitruant, ta capacité à imiter la sirène des pompiers et le rangement ... très structuré de ton bureau. Avec toi, nous avons recherché les chemins d'une vraie relation à Dieu. Nous t'en sommes reconnaissants. Nous retenons l'essentiel : aimer, c'est tenir compte de l'autre dans notre vie. René-Yves tu es toujours notre ami.

# Quelles sont les rythmes et les saisons

🔌 Comment va notre équipe ? Quand la question se pose, nous l'abordons souvent sous l'angle de la vie des équipiers : ce que chacun y investit en temps, pour la préparation, le témoignage, l'accueil chez lui... et en retire en amitié, soutien, conseil, aide à la décision... Cette approche, qui a toute sa valeur, risque pourtant d'occulter la vie propre de l'équipe. Découverte d'une autre approche avec Erwan Chauty qui clarifie pour nous le modèle de la dynamique des groupes.



Erwan Chauty, s.i. accompagnateur d'équipes JP

a dynamique propre d'une équipe MCC ne se réduit pas à la somme de la vie des Léquipiers. Chaque équipier, ainsi, se rapporte non seulement à chaque autre équipier, mais aussi au groupe en tant que tel.

Pour nous y retrouver, je vous propose de découvrir le modèle de la dynamique des groupes, abondamment étudié par les Anglo-Saxons Group Dynamics. Si l'équipe MCC présente des similitudes et des différences avec ce modèle théorique, il nous aidera tout de même à y voir plus clair dans les crises lors desquelles la vie d'équipe écrit une histoire sainte.

### Modèle théorique : les saisons du aroupe

L'étude de la vie d'un groupe permet d'y distinguer des étapes. Leurs noms diffèrent d'un auteur à l'autre<sup>1</sup>, mais tous en comptent quatre, qu'on peut identifier métaphoriquement aux saisons: hiver, printemps, été, automne.

La première saison est l'hiver, ou étape de formation du groupe. En hiver, on hésite à sortir de chez soi, on s'emmitoufle et on calfeutre portes et fenêtres. De même lorsqu'un groupe se crée : celui qui arrive se sent perdu, anonyme. Il se protège, ne se livre pas, n'est pas un élément moteur. Souvenez-vous des premières minutes de votre premier week-end d'accueil!

L'étape suivante, dite étape de transition, est comme le printemps. Bien que chacun reste sur la défensive, on s'engage pour progresser ensemble. On fait connaissance, on noue des relations, sans pourtant tout dire de soi. Autour d'un café, on se raconte fièrement nos CV, on exhibe nos personnages sociaux.

Aux longs jours de l'été viennent les fruits et les moissons. Le groupe est dans son étape de



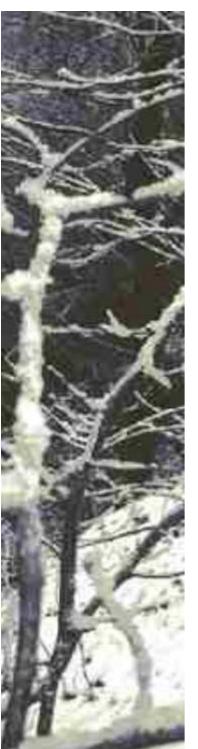
(2) Printemps, élé, аиtomne, hjyer... et printemps (Bom yeoreum gaeul gyeoul geurigo bom), film réalisé par Kim Ki-duk, Corée du Sud, 2003.

(3) Osée, chapitre 11, traduction TOB.



# d'une équipe MCC?

Avec cet article, nous inquaurons un nouvelle rubrique « questions d'équipe » à laquelle vous êtes appelés à participer. Posez-nous vos questions et nous tâcherons de vous répondre. journal.responsables@mcc.asso.fr



progrès, de vie authentique. Confiant dans l'écoute, le respect et le soutien des autres, chacun se livre, partage jusqu'à ses doutes ou ses craintes. On se laisse rejoindre dans ce qui fait la profondeur de la vie, jusqu'à échanger sur les décisions à prendre.

Mais vient l'automne. Eté indien ou hiver précoce, la température finira par baisser. C'est le temps de clôture du groupe : il a permis d'atteindre un objectif, et il est temps de partir ailleurs, de fonder autre chose.

### L'équipe MCC comme groupe

La vie d'une équipe MCC diffère de ce modèle théorique, principalement parce qu'elle n'a ni commencement ni fin: souvent les membres actuels sont entrés après la fondation; et l'équipe est « à durée indéterminée ». Elle n'a pas un objectif qui, une fois atteint, rendrait inutile la poursuite de la vie d'équipe. Chaque membre entre à un moment particulier, et vivra les saisons successives à son rythme propre, qui n'est pas nécessairement celui des autres. Ce modèle des quatre saisons est pourtant utile, car il permet de sentir où en est l'équipe, et de trouver des moyens appropriés pour avancer. Dans une équipe qui démarre (hiver), il faudra prévoir des activités ludiques pour briser la glace, nouer l'amitié, sans parler trop vite de responsabilité professionnelle! Au contraire, ce genre de moyens aura peu d'effet dans une équipe qui perd ses feuilles comme en automne: cette dernière relira son parcours, approfondira la charte du mouvement, demandera des outils à la rue de Varenne pour approfondir son action...

La métaphore des saisons présente un autre intérêt : comme dans le très beau film Printemps, été, automne, hiver, et printemps², il ne tient qu'à nous que le cycle reprenne l'année suivante, en passant par les mêmes étapes mais en les vivant de manière transformée. Cela n'est possible qu'en prenant conscience des crises de l'automne, et en les déjouant à temps. Crises ouvertes (disputes, cris, coups ?!) ou larvées (ronron, amollissement, départ de membres que plus rien ne retient vraiment...). Dans une crise larvée, il est essentiel de faire venir à la parole cette frustration molle qui finira sans quoi par dissoudre l'équipe: ennui, désintérêt, impression de ne pas parvenir à parler de soi ou de ne pas être écouté. On peut alors inventer des moyens pour réagir, et retrouver un lien entre les membres encore plus fort que l'été précédent.

### Ecrire une histoire sainte

L'Ancien Testament parle d'une histoire sainte, bien qu'elle soit rarement reluisante! Dieu y sauve son peuple, qui s'empresse ensuite de l'oublier et doit en payer les conséquences. Mais en traversant, livre après livre, ces saisons, une histoire se tisse et resserre les liens entre Dieu et son peuple, jusqu'à la venue du Messie. Le prophète Osée écrivait ainsi : « Quand Israël était jeune, je l'ai aimé (...) mais ils n'ont pas reconnu que je prenais soin d'eux (...). Comment te traiterai-je, Israël? Je ne donnerai pas cours à l'ardeur de ma colère (...), je les ferai habiter dans leurs maisons<sup>3</sup>. Au long des années, la vie d'une équipe MCC ressemble à cela. Si l'équipe fait mémoire de ses années, de ses crises, de ses écarts comme de ses retrouvailles, alors elle gagnera une histoire qui ressemble fort à l'histoire sainte.

# La lettre internationale du MCC

L'Église et le monde : Il y a quarante ans : Populorum progressio ; État d'urgence planétaire : votons pour une France solidaire, une campagne pour les élections 2007 Thierry de Somer d'Assenoy → Des données chiffrées qui nous questionnent : sondage 2006 « les Français face à l'enjeu de la faim dans le monde » ; 4ème baromètre des finances solidaires, Olivier Vasseur → Page zoom : Pourquoi toujours plus de pauvres ? Quand la misère chasse la pauvrete, essai de Majid Rahnema, lecture par Thierry de Somer d'Assenoy

ÉDITO

Il y a un peu plus d'an, un petit groupe de délégués du réseau MCC/CCFD a accepté de prendre le relais d'Henry Klipfel pour poursuivre la Lettre Internationale du MCC. Fidèles aux convictions et aux motivations d'Henry Klipfel, nous continuerons à vous interpeller sur les questions de solidarité internationale qui font désormais le quotidien de notre actualité et/ou de notre environnement proche. En souhaitant que ces quatre pages nous aident davantage à changer notre regard sur le monde et à agir pour plus de fraternité. Bonne lecture! Laure Déléry



Déléry



Hélène Lerossignol



Thierry de Somer d'Assenoy

### ACTUALITÉS

## 16 octobre 2006 : journée mondiale de lutte contre la pauvreté

À cette occasion, le Pape Benoît XVI a réaffirmé la solidarité comme la clef de la lutte contre la pauvreté dans un message adressé à Jacques Diouf, directeur général de la FAO, organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

### **Syndicalisme**

La Confédération syndicale internationale, CSI, a été créée le 1er novembre 2006 à Vienne pour lutter notamment contre les méfaits de la mondialisation. Elle regroupe trois cent soixante syndicats de cent cinquante pays pour un total de cent soixante-six millions d'adhérents dans le monde. C'est la première fois en un siècle qu'un syndicat mondial réunit si largement. Premier objectif de la CSI : une journée d'action mondiale pour la défense des droits syndicaux. Puis, plus difficile : faire le poids face aux multinationales. H.L.

### Dette des pays pauvres

Classée quatrième sur les vingt et un pays riches pour son engagement dans la lutte contre la pauvreté dans le monde, la Norvège vient de décider d'annuler pour un montant de soixante-deux millions d'euros les dettes de cinq pays du Sud (Équateur, Égypte, Jamaïque, Pérou et Sierra Leone) qu'elle considère comme « illégitimes ». Les dettes illégitimes représentent une grande part des dettes contractées par les pays pauvres du Sud. Elles concernent les projets de développement mal conçus qui n'auraient jamais dû être financés, ou des prêts qui n'ont bénéficié ni à la population, ni à l'État débiteur (les fonds ayant servi aux dirigeants corrompus des pays débiteurs ou aux pays créanciers). Cela confirme implicitement la responsabilité des pays riches du Nord dans le surendettement et le mal développement des pays pauvres du Sud, et la nécessité d'annuler ces dettes.

### AGENDA 2007

- 7<sup>ène</sup> Forum Social Mondial: du 20 au 25 janvier 2007 à Nairobi au Kenya http://wsf2007.org
  Campagne d'opinion: « État d'urgence planétaire: votons pour une France solidaire » (voir rubrique l'Église et le Monde).
  Salon des énergies renouvelables: du 14 au 17 février 2007,
- cinquième édition, à Eurexpo, Lyon. Journées du Livre Forum Ensemble contre l'exclusion : les 2, 3, 4 mars 2007, organisées par ATD Quart Monde à la Villette, Paris. Congrès européen à Rome : du 23 au 25 mars 2007. Afin de marquer le 50ème anniversaire de la signature du Traité de Rome et organisé par la COMECE (Commission des épiscopats de la communauté européenne) pour débattre des valeurs sur lesquelles l'Union européenne est basée.
- http://www.rome2007.eu et http://www.comece.org



### L'ÉGLISE ET LE MONDE

### Il y a quarante ans, Populorum progressio

Il y aura quarante ans le 26 mars 2007, que le Paul VI publicit sa lettre encyclique *Populorum progressio* (sur le développement des peuples). Nous vous proposons de revenir sur ce texte fondateur de la doctrine sociale de l'Église, pendant trois numéros.

l y a quarante ans, la séparation entre le Nord (bloc de l'Ouest et bloc de l'Est) et le Sud (le reste, les « non alignés ») est bien marquée dans les faits et les esprits. Dans les pays du Nord, l'écart entre les différentes catégories socioprofessionnelles semble diminuer. L'existence de la misère en Europe, croit-on, date des calendes grecques,

même si, depuis dix ans à Noisy-Le Grand (93), ignoré du grand nombre, le Père Joseph Wresinski et une poignée de volontaires rejoignent les habitants d'un bidonville, qui savent bien, eux que le « progrès » n'a pas éliminé la misère d'Europe. L'immigration fait alors moins débat. Depuis plus de sept ans, de «jeunes nations», anciennes colonies des pays d'Europe, devenues indépendantes, siègent à l'ONU, où elles ont rejoint l'Inde, indépendante depuis vingt ans.

La distance en termes de temps de transport et de moyens de communication s'est raccourcie par rapport au demi-siècle précédent, mais est encore très loin de

ce que nous connaissons aujourd'hui avec l'arrivée d'internet. Les pays du Nord et du Sud sont encore alors séparés. Une autre séparation est plus hermétique: la course aux armements entre bloc de l'Est et bloc de l'Ouest. Depuis, le paysage a changé, mais les thèmes de l'encyclique Populorum *progressio* sonttoujours d'actualité. L'évolution qui a eu lieu depuis sa publication en montre d'autant plus la pertinence. Il nous suffit de rechercher ce qui fait aujourd'hui écho à des orientations et des principes proposés à partir de faits constatés hier. « Aujourd'hui, le fait majeur dont chacun doit prendre conscience est que la question sociale est devenue mondiale » (PP 3). Ce constat de Paul VI est toujours d'actualité: répartition du travail sur toute la planète, délocalisations, exportations, fusions à l'échelle internationale, marché unique dans de nombreux domaines percutent la question de la répartition équitable des fruits de l'activité économique.

« Mais désormais, les initiatives locales et

individuelles ne suffisent plus. La situation présente du monde exige une action d'ensemble à partir d'une claire vision de tous les aspects économiques, sociaux, culturels et spirituels » (PP 13). Comment ne pas penser aux campagnes mondiales de plaidoyer, mais également à la nécessité de lier « local » et « global » dans nos décisions et au dialogue interreligieux et culturel? « Le développement ne se réduit pas à la simple croissance économique. Pour être authentique, il doit être intégral, c'est-à-dire promouvoir tout homme et tout l'homme. » (PP 14). Paul VI exprime ce qu'est la vision chrétienne du

développement : elle l'amène, avant les courants actuels de la décroissance. à dénoncer (PP 19) l'ambivalence de la croissance par laquelle « les hommes ne se réunissent plus par amitié, mais par l'intérêt, qui a tôt fait de les opposer et de les désunir. » Que faisons-nous de ce quarantième anniversaire de Populorum Progressio? Repartirons-nous ensemble pour cette aventure de foi et de solidarité sur les pistes proposées? L'occasion nous en est donnée en prenant par exemple notre part à la campagne « État d'urgence planétaire : votons pour une France solidaire ».

Thierry de Somer d'Assency.

### État d'urgence planétaire : votons pour une France solidaire

l'initiative du CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement), un collectif d'organisations de la société civile¹ vient de lancer une campagne d'opinion « Etat d'urgence planétaire : votons pour une France solidaire » destinée à interpeller les partis politiques et les candidats aux prochaines élections présidentielles et législatives et les citoyens. Deux thématiques seront priorisées : les migrations et l'environnement. Sept autres thèmes seront également développés : politique africaine de la France, paix et conflits, droit international, dette, paradis fiscaux, commerce équitable et responsabilité sociale des entreprises. Une brochure développant ces thèmes et la pétition sont accessibles sur le site. http://www.crid.asso.fr/.

• (1) Agir ici ; CCFD ; CRID; Fédération Artisans du Monde ; Greenpeace ; IPAM ; Les Amis de la Terre ; Ligue des Droits de l'Homme ; Secours catholique ; Survie.

# La lettre internationale du MCC

### DES DONNÉES CHIFFRÉES QUI NOUS QUESTIONNENT

Sondage « les Français face à l'enjeu de la faim dans le monde »

35 % des Français ont cité la lutte contre la faim dans le monde comme une grande cause à soutenir en priorité, un chiffre stable depuis 2003, selon un sondage BVA-CCFD-La Croix-Europe 1, publié jeudi 12 octobre 2006 (source http://www.la.croix.com).



u-delà des chiffres intéressants sur Al'opinion des Français sur les grandes causes à soutenir en priorité, il reste encore de gros efforts pour faire comprendre à nos concitoyens que nos habitudes alimentaires ou nos politiques agricoles ont des conséquences souvent désastreuses sur le développement et les perspectives d'avenir des paysans du Sud. Quelques exemples:

• À la auestion « Pensez-vous aue les habitudes alimentaires des populations des pays développés ont des conséquences négatives, des conséquences positives ou pas vraiment de conséquences sur la vie des agriculteurs des pays en voie de développement? », les Français ne sont que 39 % à penser que cela a des conséquences négatives, 16 % y voient mêmes des conséquences positives et 33 % n'y voient pas de conséquences (12 % sans opinion).

- À la question « Globalement, pensezvous que le développement des cultures d'exportation dans les pays en voie de développement renforce, fragilise ou ne change rien à la situation des agriculteurs de ces payslà? », nous sommes 23 % à penser que cela la renforce et 31 % que cela ne change rien, 36 % seulement pensent que cela la fragilise (10 % sans opinion).
- Ceux qui ont creusé le sujet du thème de la souveraineté alimentaire proposé pendant trois ans par le CCFD, ou qui animent la quinzaine du commerce équitable, ou qui ont travaillé sur la campagne de plaidoyer sur le Poulet en 2004<sup>1</sup> ou encore sur la campagne SOJA savent qu'il nous faut changer nos habitudes alimentaires pour aider les agriculteurs des Pays en voie de développement; mais aussi qu'il nous faut changer notre mode de production intensif et destructeur de l'environnement dans nos pays développés. Comment aborder ces sujets des filières agricoles et de leurs conséquences économiques et environnementales ? Comment rendre présent le thème de la solidarité internationale dans nos équipes mais aussi dans les débats politiques en vue de l'élection présidentielle ? 50 % de nos concitoyens ont le sentiment qu'il n'est pas assez présent. Informons-nous et diffusons L'information. Clivier Vasseur

• (1) Elle a fait l'ouverture de l'assemblée partielle 6 du congrès du MCC de Marseille en mai 2006.

### La 4<sup>ème</sup> édition du baromètre des finances solidaires

Rendue publique le 19 septembre 2006, (Finansol - La Croix - Ipsos), elle met en avant une croissance spectaculaire de ce type d'épargne dont les encours ont été multipliés par huit en dix ans.

e moteur de ce développement est aujourd'hui l'épargne salariale. Sur les deux cent mille épargnants solidaires que compte la France, cent trente-deux mille sont des salariés d'entreprises, soit une augmentation de plus de 92 % entre fin 2004 et fin 2005. A fin 2005, les encours investis sur ce type de placements atteignaient 888 millions d'euros soit une progression de 45 % par rapport à l'année précédente. Il s'agit aux trois quarts de produits d'investissement solidaire, c'est-àdire qui consacrent 5 à 10 % des montants investis à des projets de type insertion, développement, etc. Le reste provient de produits de partage, dont les souscripteurs acceptent de reverser une partie des bénéfices à divers organismes caritatifs. La finalité de l'épargne solidaire étant de financer des projets qui ne trouvent pas ou peu

de prêteurs dans le circuit traditionnel, l'augmentation des encours a dopé le nombre de programmes. Onze mille entreprises (+ 38 % par rapport à 2004), dix neuf mille emplois (+ 41 % toujours par rapport à 2004) ont été financés et près de mille familles (+ 20 %) ont trouvé un logement. « À Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement (SIDI), nous sommes passés de quatre cent cinquante à huit cents actionnaires. Tous savent qu'ils ne feront pas de profits mais ils sont contents de participer directement à la création d'emploi dans des pays en développement!». http://www.finansol.org.

Cf aussi le Manifeste de l'Économie solidaire sur le site www.sinvestir.org

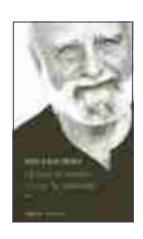


### ZOOM SUR UN LIVRE

### Pourquoi toujours plus de pauvres ?

**Quand la misère chasse la pauvreté** Essai de Majid Rahnema, éd. Favard/Actes-Sud. 2003.

Iranien, Majid Rahnema a une expérience d'ambassadeur et de fonctionnaire international à l'ONU et au PNUD, programme des nations unies pour le développement, pour lequel il a travaillé au Mali. Il a été en situation d'observer les mécanismes qui conduisent à la faim, à la famine, à la pauvreté, à la misère. Il a également connu le Père Wresisnski, fondateur d'ATD Quart Monde.



Malgré une volonté de produire toujours plus efficacement présente dans toutes les idéologies au pouvoir durant le XXème siècle, dans les pays occidentaux comme dans les autres, la pauvreté et la faim sont loin d'être en voie de disparition, alors qu'il y a de quoi subvenir aux besoins de tous. Qui sont donc les « pauvres » pour le bien desquels sont censées être prises depuis longtemps bien des décisions ?

### La dignité perdue des pauvres

Majid Rahnema se souvient de la dignité des pauvres qu'il a rencontrés dans sa vie d'enfant. Recherchant dans l'Histoire l'origine de cette catégorie « les pauvres », il constate que dans les temps très anciens, il n'y avait pas de « pauvres ». Le mot était alors un adjectif dénué de connotation sociale, comme quand on parle d'un sol pauvre. On pouvait être un pauvre agriculteur, tailleur, forgeron ou autre et vivre dignement. Ce n'est que progressivement, avec l'apparition de l'économie moderne que ce mot désigne une catégorie de personnes. Partout et dans toutes les cultures, il y avait aussi les pauvres volontaires, qui faisaient ce choix pour être riches d'une autre manière en sagesse, liberté, convivialité... C'était encore vrai, il y a peu, parmi les populations qui n'étaient pas touchées par la mondialisation du système économique fondé sur une seule valeur : l'efficacité à accumuler et produire des objets.

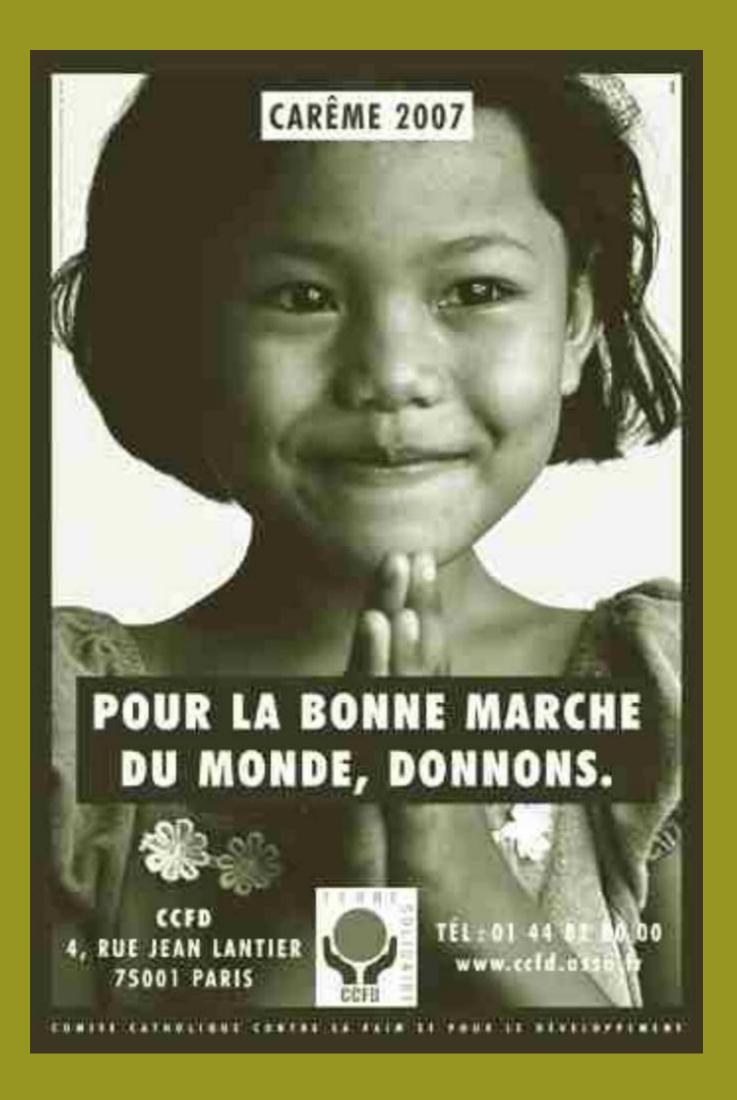
L'auteur compare ce qu'il appelle, à la suite d'Ivan Illich, les sociétés vernaculaires et les sociétés véhiculaires (langue vernaculaire: propre au pays; langue véhiculaire: qui sert aux communications entre des peuples de langues maternelles différentes). Dans les

sociétés vernaculaires, l'économie concerne avant tout ce qui permet à chacun de subvenir à ses besoins domestiques par lui-même et dans son environnement. L'activité économique de l'homme ne dépasse pas son espace social. Les activités économiques sont « enchâssées » dans la société. Dans les sociétés véhiculaires, l'activité de l'homme dépend d'un système économique qui dépasse son univers social et qui englobe toutes les sociétés. Ce système économicise la société, la subordonnant à la création de richesses qui, à leur tour, provoquent sans cesse des besoins et accaparent tous les moyens pour y répondre, en déstabilisant éventuellement les activités de subsistance plus directes. Ainsi l'économie moderne, en même temps qu'elle augmente la quantité de richesses, empêche toutes sortes de personnes vivant pauvrement mais dignement de leur métier ou de leur activité, de continuer à le faire, les jetant ainsi dans la misère.

### L'économie moderne déstabilise les pauvres

« Le problème fondamental des pauvres n'est pas qu'ils manquent de telle ou telle chose, mais que les conditions sociales et économiques et le conditionnement de leur imaginaire ne leur permettent plus de juger en toute autonomie de ce qui leur permettrait réellement de faire face à l'adversité » (p. 135-136). Majid Rahnema observe que les hommes résistent mieux aux aléas économiques, aux pénuries, aux famines dans les sociétés vernaculaires que dans les sociétés véhiculaires. À chacun, là où il est, de réinjecter dans la société d'autres valeurs que la seule efficacité productive.

Thiorry do Somar d'Assariay



## Entre comportements individuels et enjeux planétaires : de l'eau pour tous ?

Session annuelle de formation pour les aumôniers et accompagnateurs du MCC Du 13 au 15 mars 2007 à Chevilly Larue. Animée et pilotée par le P. Antoine Sondag, aumônier international de Pax Romana. Inscriptions au 01 42 22 59 57.

Trois jours pour écouter, réfléchir, débattre. À partir de la question de l'eau, qui soulève des enjeux cruciaux dans le monde, quels appels le MCC est-il amené à prendre en compte au plan éthique? Avec Bertrand Badré, Inspecteur des finances, coauteur d'un rapport sur l'eau (Robert Laffont, 2004); Catherine Gaudard du CCFD (sous réserve), Yves Le Bars, président du GRET et chargé de mission au ministère de l'environnement; Bernard Perret, ministère de l'équipement, auteur de La Logique de l'espérance, Jean-Marie Carrière, s.j., théologien bibliste; Bernard Piet, responsable qualité et sécurité au groupe Lafarge; Eléna Lasida, économiste, membre de Justice et Paix. Conclusions de la session par Pierre de Charentenay, s.j., rédacteur en chef de la revue Études.

### Responsables

Éditeur: U.S.I.C. - 18, rue de Varenne - 75007 Paris

Tél: 01 42 22 18 56

http://mcc.asso.fr - journal.responsables@mcc.asso.fr

Directeur de la publication : Alain Brunelle Rédactrice en chef : Agnès de Préville

Graphiste: Véronique Vaude Secrétariat: 01 42 22 59 57

Comité de rédaction : Anne-Marie de Besombes, Françoise Brunelle, Bernard Chatelain, Claire Collignon, Geneviève-Isabelle Coulomb, Denis Garnier, François Lacroix, Christian Mazars, Jean-Luc Ménager, Marie-Solange van Robais, Laurent Tertrais.

Aumônier national: Remi de Maindreville
Impression: Color 36, 36320 Villedieu-sur-Indre
Dépôt légal: 1ª trimestre 2007 - mensuel

Inscription CPPAP n°0709 G 81875 Membre de l'A.P.M.S.

Toute reproduction partielle ou totale des articles parus dans ce numéro est interdife sons l'accord de la rédaction.

Responsab	es BULLETIN D'A	A B O N N E M E N T
•	Responsables abonnements - MC	agné du règlement à : C - 18, rue de Varenne - 75007 Paris .responsables@mcc.asso.fr
OUI, je soul	haite m'abonner (ou me réab	oonner) à <i>Responsables</i>
OUI, j'offre	un abonnement à :	Table 1
Nom :	Prénom :	John Marie M
Adresse:		( as hisponseen) prouse amounts
Code Postal:	Ville:	Is The sales at th
e-mail:		
Membre du MCC	oui 🔲 non 🔛 Sympathisant	1-11/2
Autre:		
42€(1 an)	57 € (étranger par avion 1 a	n)
47 € (CEE 1 an)	100€ (abonnement de sout	ien 1 <mark>an)</mark>
Prix au numéro : 5€(6	€ étranger) - <b>Paiement par chèque</b>	à l'ordre de l'USIC
et Liberté) en registrées sur la b		ication et de suppression des informations vous concernant (art.34 de la loi Informatique riat du MCC. Par notre intermédiaire vous pouvez être amené à recevoir des propositions case d-contre.
	M	<b>m</b> ouvement <b>c</b> hrétien des <b>c</b> adres et dirigeants

### Jean Moussé

### Le Royaume n'est ni demain, ni ailleurs, ni dans un autre monde

Bienheureux sommes-nous Seigneur, d'avoir accès à ton Royaume, ici et maintenant, au cœur même de tout ce que nous faisons et dont nous sommes quelque peu responsables.

Donne-nous de comprendre que nous y accédons par le refus de nous engluer dans l'attachement aux richesses dont nous faisons des idoles. Car nous ne sommes pas faits seulement pour l'accumulation indéfinie des connaissances, ni pour la possession des objets qui s'usent, ni pour la gloire parfois dérisoire des titres. Aussi puissants, riches ou savants que nous paraissions, c'est dans la conscience de notre pauvreté que nous nous rapprocherons toujours plus de toi.

Nous ne te demandons pas d'être privés de tout pouvoir, mais quand nous l'avons, de l'utiliser au service de notre seul amour, et, quand nous en sommes dépouillés, de comprendre qu'il ne nous manque rien d'indispensable. Nous ne te demandons pas d'être voués à l'ignorance, mais de l'avouer quand elle nous amène à compter sur la compétence des autres.

Devant toi, nous sommes comme des pauvres devant un autre pauvre.